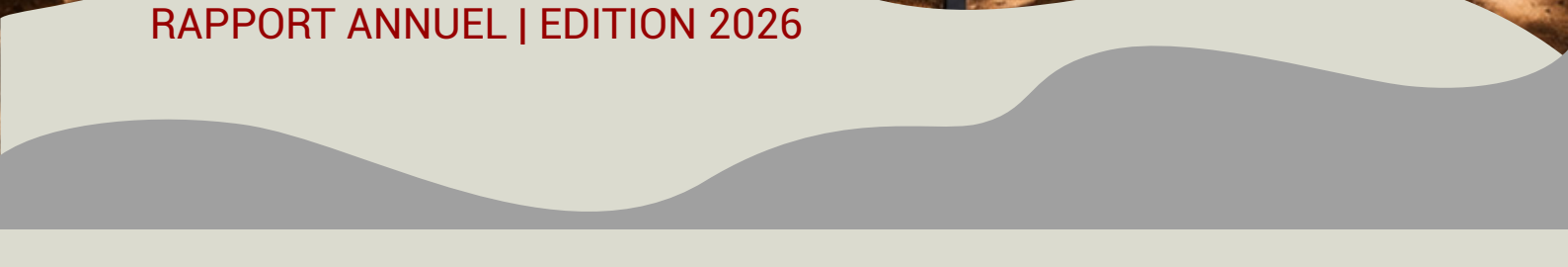


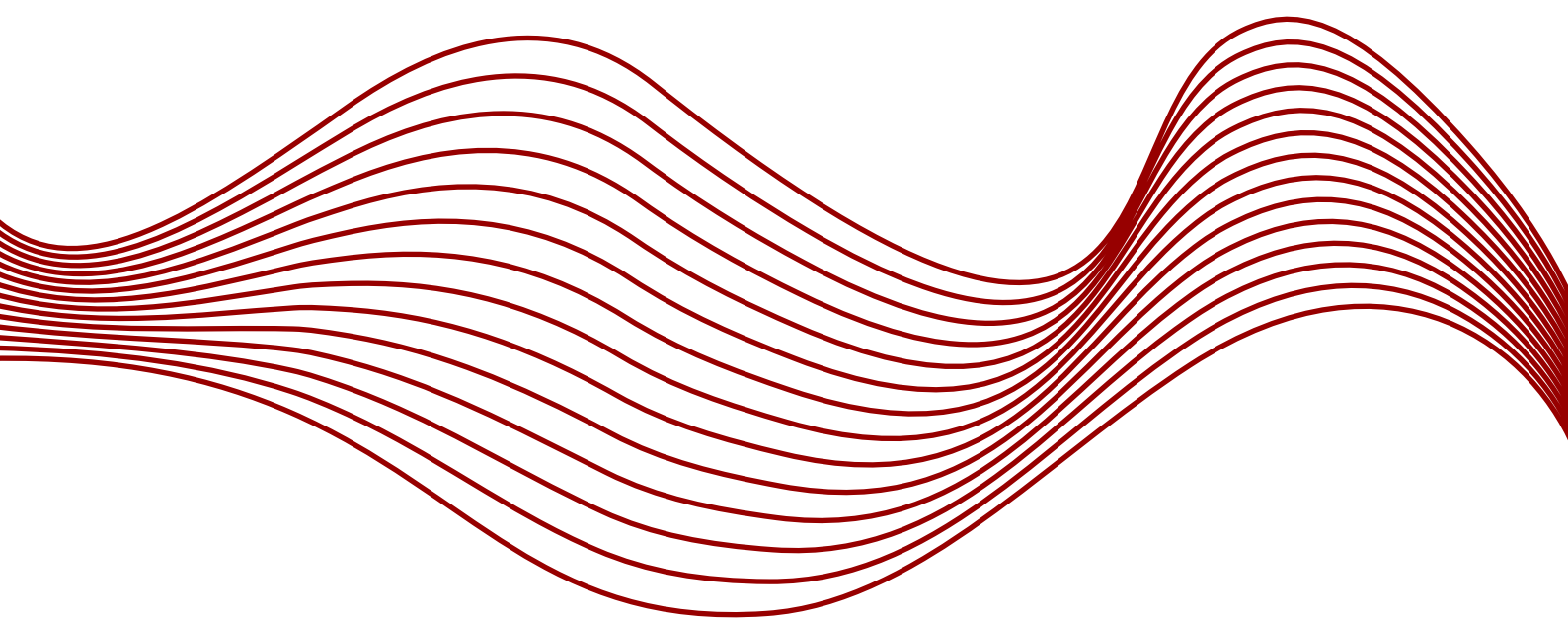
# Palabres

A series of approximately 15-20 thin, parallel red lines that flow from the left side of the page, curve upwards and then downwards, creating a wavy, ribbon-like effect across the upper half of the cover.A photograph of a group of people, primarily men, sitting outdoors on wooden chairs. In the foreground, a man in a grey and orange patterned traditional African garment and red-rimmed glasses is seated. Next to him, a man in a black and white vertically striped traditional outfit is also seated, looking towards the right. In the background, other individuals are visible, including a man in a light blue shirt and a woman in a patterned dress. Motorcycles and a white vehicle are parked in the background. The scene is set outdoors with trees and a dirt ground.

**La géopolitique  
africaine  
sous le prisme de la  
communication stratégique  
et du leadership**

RAPPORT ANNUEL | EDITION 2026

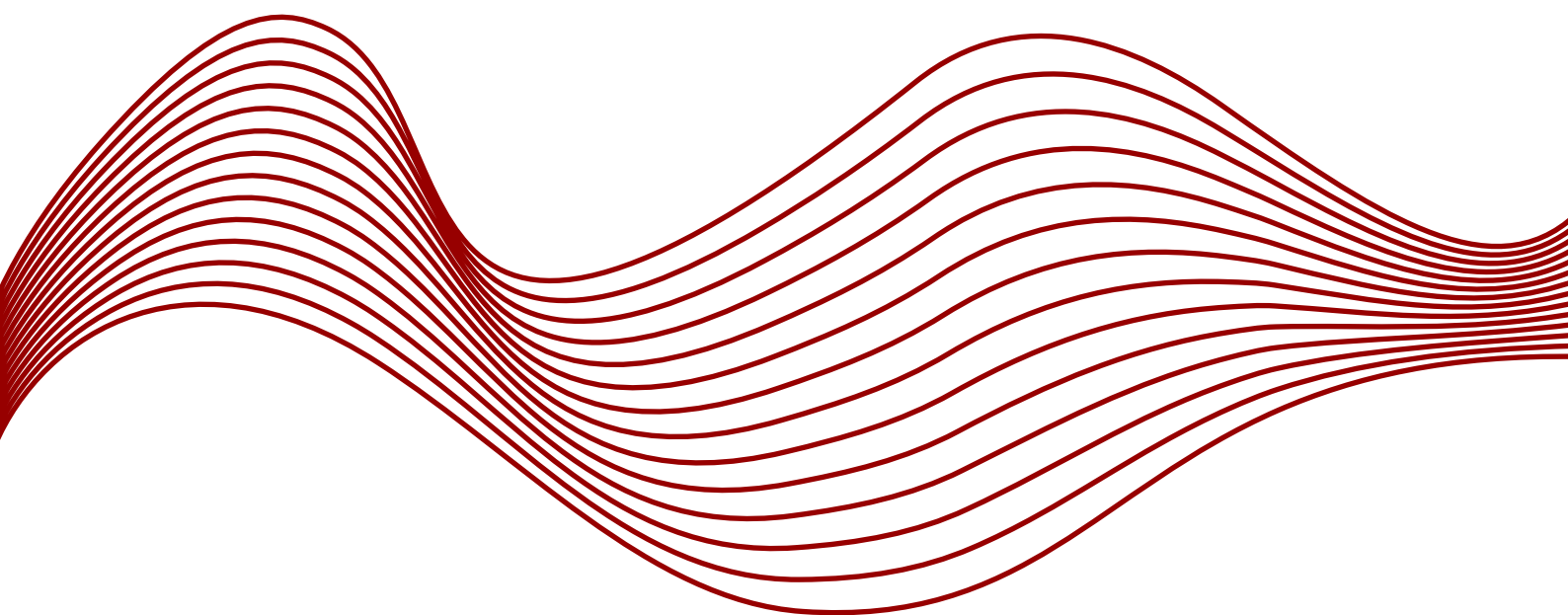
A series of thick, wavy grey lines at the bottom of the page, mirroring the style of the red lines at the top, creating a layered, abstract effect.



**Illmatik** est une ONG internationale dont la mission consiste à promouvoir et développer l'excellence humaine, intellectuelle et technique africaine dans l'éducation, l'innovation et les initiatives liées à la paix.

# SOMMAIRE

|                                                                                                      |    |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| Résumé exécutif                                                                                      | 4  |
| Note méthodologique                                                                                  | 5  |
| Introduction : L'Afrique change de grammaire                                                         | 9  |
| 1. Le Sahel ou la rupture comme acte de communication souveraine                                     | 12 |
| 2. La Corne de l'Afrique : médiation, mise en scène diplomatique et théâtre du leadership            | 16 |
| 3. Souveraineté numérique : la bataille du récit et de l'infrastructure                              | 20 |
| 4. RDC : la refondation comme récit politique                                                        | 24 |
| 5. Réforme financière et leadership économique : la communication stratégique de la dette souveraine | 30 |
| 6. Culture, médias et société : la diplomatie de l'authenticité                                      | 34 |
| 7. Signaux faibles et ruptures narratives à surveiller                                               | 38 |
| 8. Lecture stratégique transversale : communication, leadership et souveraineté                      | 42 |
| 9. Recommandations pour les dirigeants et les communicants africains                                 | 47 |
| Conclusion : Une renaissance en mouvement                                                            | 53 |
| Annexes                                                                                              | 55 |



## MESSAGE DU DIRECTEUR EXECUTIF

Première édition d'une publication appelée à paraître chaque année, le rapport **Palabres** renoue avec ce que notre tradition politique a de plus précieux : l'exigence de se réunir pour comprendre, avant d'agir. Il n'est pas un exercice de style. Il est l'instrument par lequel l'ONG Illmatik s'acquitte d'une de ses missions fondatrices : développer et faciliter l'excellence dans les dynamiques et les relations géopolitiques africaines.

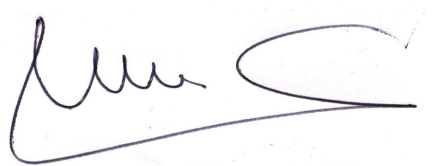
L'édition 2026 de **Palabres** paraît dans un monde où les rapports de force se recomposent plus vite que nos capacités collectives à les lire. Multipolarité affirmée, compétitions minières exacerbées, guerres informationnelles, recombinaisons d'alliances : l'Afrique n'est plus seulement l'objet de ces dynamiques, elle en devient, par endroits, un acteur. Encore faut-il disposer des grilles d'analyse, des réseaux et du courage intellectuel nécessaires pour transformer cette présence en influence réelle. C'est précisément l'ambition de ce travail : offrir aux décideurs, chercheurs et praticiens une lecture rigoureuse, africaine dans sa méthode comme dans son ambition, des dynamiques géopolitiques qui façonnent notre présent.

Cette rigueur n'est pas seulement analytique, elle est aussi méthodologique. Comme son nom l'indique, **Palabres** s'inspire de la palabre africaine : cet espace où l'on prend le temps d'écouter avant de trancher, où la parole engage celui qui la porte, où le consensus se construit plutôt qu'il ne s'impose. Appliquer cette méthode à la lecture du monde contemporain, c'est affirmer qu'une intelligence stratégique africaine, enracinée dans ses propres traditions délibératives, peut éclairer

les enjeux les plus actuels sans emprunter systématiquement les grilles de lecture qui nous viennent d'ailleurs.

Ce rapport prolonge ainsi ce qu'Ilmatik construit depuis sa création à travers ses différents pôles, la Revue, l'Académie, le Laboratoire, l'Agence : un plaidoyer pour l'excellence comme discipline collective, et la conviction que réinventer nos futurs commence par notre capacité à nommer justement le monde tel qu'il est. Palabres, dans sa forme comme dans son fond, incarne cette méthode : la délibération rigoureuse au service de la clairvoyance stratégique.

Mais un rapport, aussi exigeant soit-il, ne suffit pas seul à transformer une lecture en action. Il appelle des partenaires. Nous invitons les institutions, gouvernements, organisations panafricaines et partenaires internationaux qui partagent cette exigence à nous rejoindre : pour affiner nos analyses, coconstruire nos prochaines éditions, et surtout traduire ces constats en stratégies d'action concrètes. C'est ensemble, dans l'esprit de la palabre, que nous cultiverons l'excellence dans la lecture des dynamiques géopolitiques et que nous réinventerons, avec méthode et audace, les futurs de notre continent.



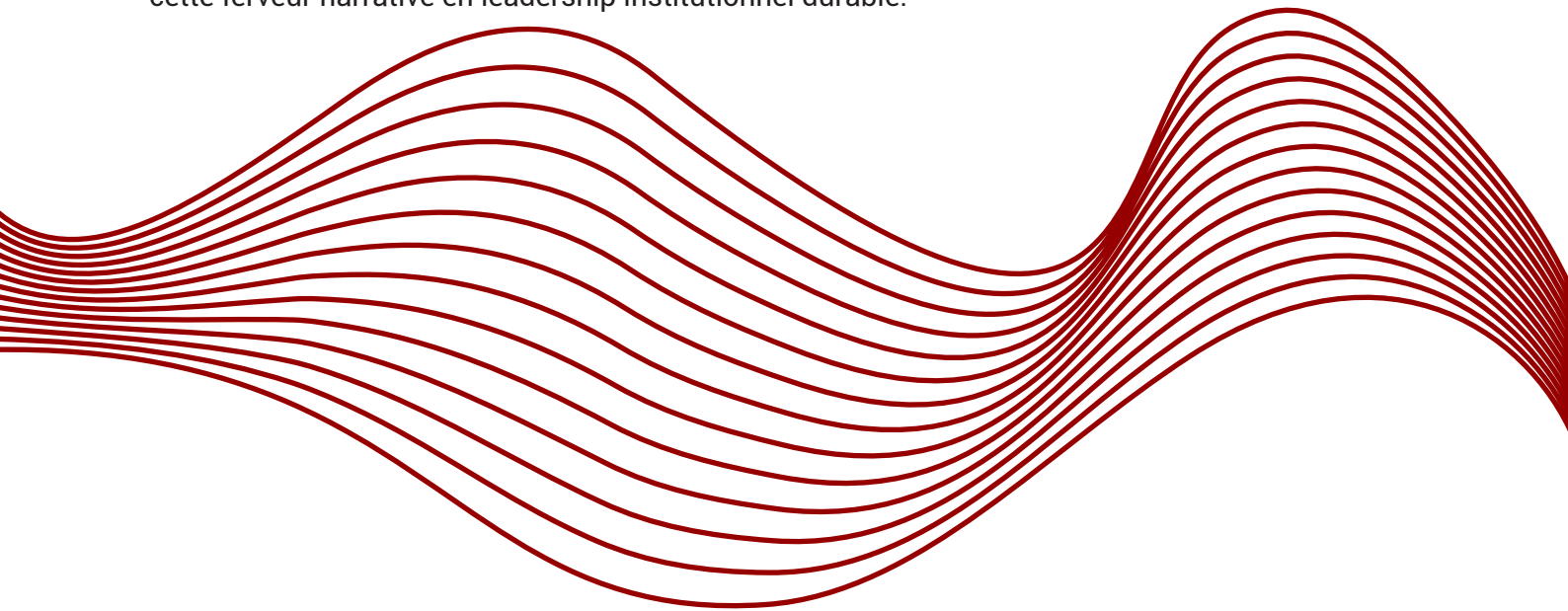
Patrick Esimba Ifonge

## RÉSUMÉ EXÉCUTIF

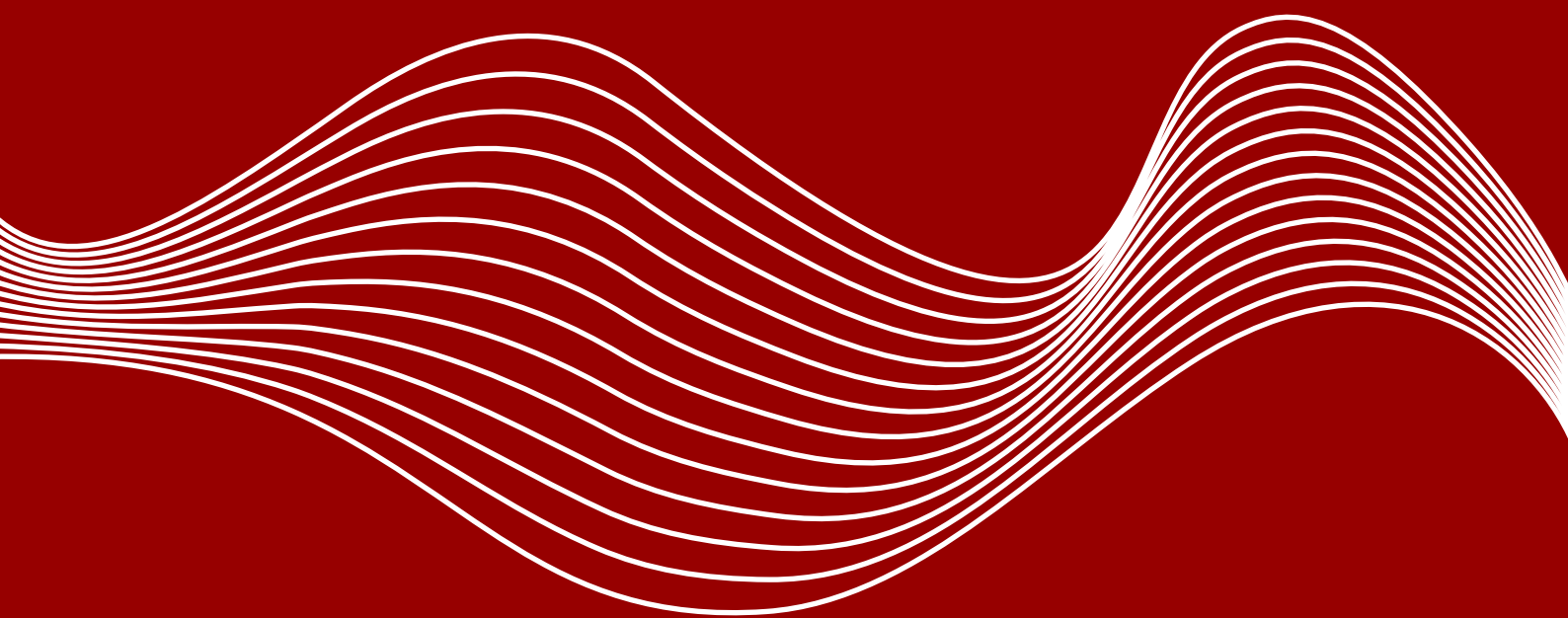
En 2025, l'Afrique a changé de grammaire. Non seulement, le continent ne se contente plus de négocier sa place dans l'ordre mondial mais il s'efforce également d'en redéfinir les termes. Ce basculement, documenté dans ce rapport à travers sept théâtres d'observation (le Sahel, la Corne de l'Afrique, la souveraineté numérique, la République Démocratique du Congo, la réforme financière du G20, la culture et les signaux faibles narratifs) n'est pas qu'un fait géopolitique. C'est d'abord un fait de communication et de leadership.

Chaque rupture examinée ici (qu'il s'agisse du retrait de l'AES, de la guerre des cautions diplomatiques, de la bataille des données et de l'IA, de la relecture de l'histoire congolaise, de la réforme du récit de la dette, de la restitution des œuvres d'art) obéit à la même logique : des acteurs africains reprennent la maîtrise du récit sur eux-mêmes, condition préalable à toute souveraineté durable.

Ce rapport propose une lecture stratégique de ces mutations à l'usage des dirigeants, des institutions et des communicants africains, et formule des recommandations opérationnelles pour transformer cette ferveur narrative en leadership institutionnel durable.



# METHODOLOGIE



***Ce que ce rapport mesure,  
ce qu'il interprète,  
et ce qu'il ne couvre pas.***

Ce rapport couvre la période courant de janvier à décembre 2025, avec un point d'arrêt de veille fixé à la mi-décembre 2025. Il retient sept théâtres d'observation (Sahel, Corne de l'Afrique, souveraineté numérique, République démocratique du Congo, réforme financière du G20, culture et médias, signaux faibles narratifs) choisis non pour leur exhaustivité géographique, qui n'est pas recherchée, mais pour leur valeur démonstrative au regard de la thèse centrale du rapport : la souveraineté africaine se joue autant dans la maîtrise du récit que dans le rapport de force matériel. D'autres théâtres auraient pu être retenus (la crise post-électorale en Guinée-Bissau, la reconfiguration des relations Afrique-Golfe, la diplomatie vaccinale) et feront, le cas échéant, l'objet d'éditions ultérieures de ce rapport annuel.

Trois critères ont présidé au choix des cas. Le premier est la significativité géopolitique du dossier à l'échelle du continent ou d'une sous-région, mesurée par son inscription à l'agenda des institutions multilatérales (Union africaine, CEDEAO, G20) ou par son retentissement médiatique documenté. Le second est la disponibilité d'un corpus de sources croisées permettant une triangulation minimale (institution multilatérale, presse spécialisée, analyse académique ou de think tank). Le troisième, plus qualitatif, est la capacité du cas à illustrer un mécanisme de communication stratégique ou de leadership transposable à d'autres contextes africains, condition de l'utilité opérationnelle du rapport pour son lectorat de décideurs et de communicants.

Le corpus mobilisé compte une trentaine de sources primaires et secondaires. Il hiérarchise, dans l'ordre, les publications d'institutions multilatérales et de banques de développement (Banque africaine de développement, Union africaine, ONU), les rapports de think tanks spécialisés du Nord et du Sud (Policy Center for the New South, Brookings, CIPESA, Stiftung Wissenschaft und Politik), la presse généraliste et spécialisée africaine et internationale, et, pour les dossiers relevant de la pensée politique congolaise, les travaux et prises de parole publiques du philosophe Jean-Pierre Mbelu. Cette hiérarchie n'élimine pas les désaccords entre sources ; lorsqu'ils existent, le rapport s'efforce de les signaler plutôt que de les arbitrer silencieusement.

Le lecteur institutionnel gagnera à distinguer, dans les pages qui suivent, trois régimes d'énoncé. Les faits vérifiables (dates, décisions officielles, données chiffrées) sont sourcés en notes et peuvent être vérifiés indépendamment de ce rapport. Les analyses relient ces faits entre eux à partir de la grille en cinq axes présentée en introduction ; elles engagent un jugement professionnel, réfutable par d'autres grilles de lecture. Les interprétations relèvent d'un positionnement analytique explicite, panafricain et critique du récit dominant sur l'Afrique. Ce positionnement est assumé plutôt que dissimulé sous une neutralité de façade, et le lecteur est invité à le confronter à d'autres cadres d'analyse.

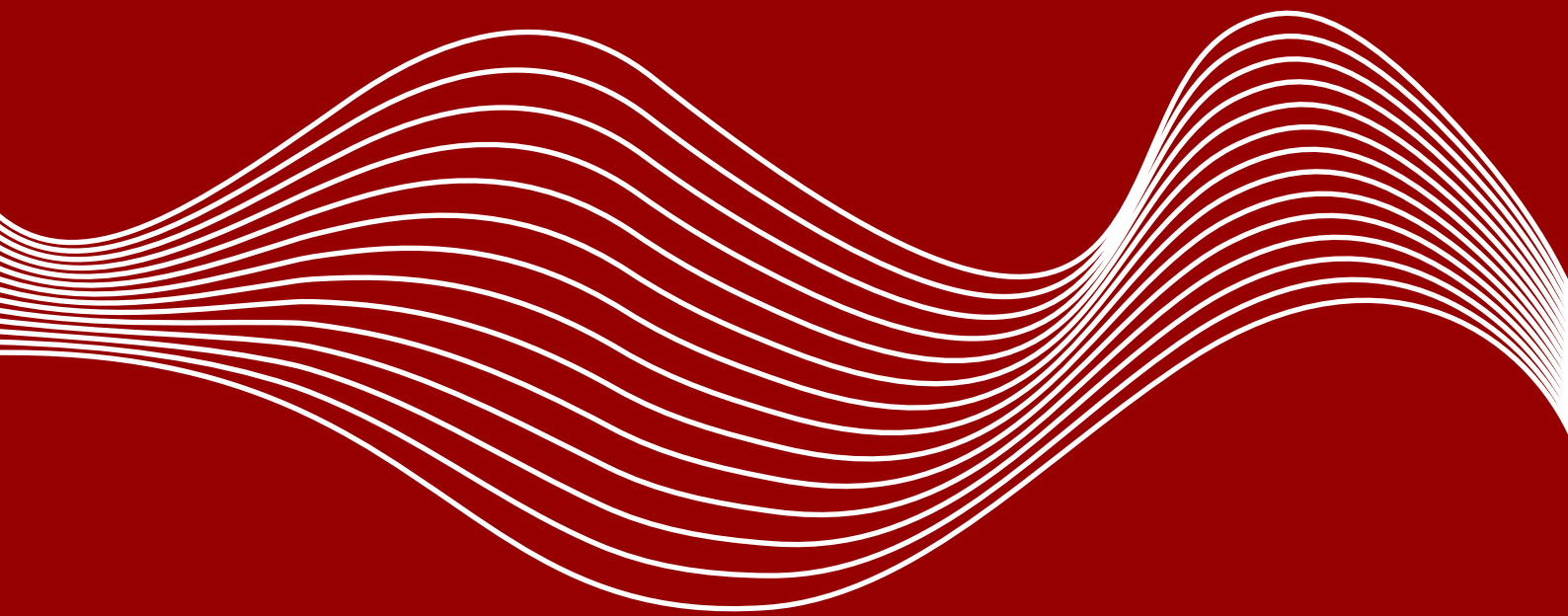
Ce rapport présente trois limites méthodologiques que le lecteur gardera à l'esprit. Il repose sur une veille documentaire et non sur des entretiens de terrain systématiques, à l'exception des travaux cités de Jean-Pierre Mbelu. Il couvre sept théâtres choisis pour leur portée démonstrative, non l'ensemble des dynamiques continentales de l'année. Il assume, enfin, un cadre de lecture panafricain et souverainiste explicite, qui oriente la sélection des faits retenus et la hiérarchie des

enjeux, au même titre que tout exercice d'analyse stratégique engage nécessairement un point de vue.

### Grille de lecture appliquée à chaque théâtre

| Axe                       | Question posée à chaque cas                                     |
|---------------------------|-----------------------------------------------------------------|
| Économie politique        | Qui contrôle les ressources et les chaînes de valeur en jeu ?   |
| Communication stratégique | Quels publics sont visés, et quel récit leur est destiné ?      |
| Leadership collaboratif   | Qui décide, et selon quel mode de gouvernance ?                 |
| Souveraineté              | La souveraineté est-elle affirmée, favorisée ou compromise ?    |
| Dimension technologique   | Quelle place occupent la donnée et l'infrastructure numérique ? |

# **L'Afrique change de grammaire**



## **INTRODUCTION**

Les années à venir méritent d'être lues à travers un prisme précis : celui de la communication comme art politique de la négociation, et du leadership comme capacité à transformer un rapport de force en récit partagé.

L'année 2025 restera, pour le continent africain, celle d'une transition structurelle : de la dépendance vers une agence affirmée sur la scène mondiale. Cette transition se lit dans les chancelleries et sur les champs de bataille, et elle se lit tout autant dans les mots choisis, les récits construits tout comme dans les silences organisés.<sup>1</sup>

Les Etats Africains, de manière générale et synthétique, ne se contentent plus de réagir aux crises mondiales. Elles cherchent à redéfinir les règles du jeu (architecture financière internationale, gouvernance des données, gestion autonome des conflits) et, ce faisant, à redéfinir qui a le droit de raconter l'Afrique.<sup>3</sup> La présidence sud-africaine du G20 et l'intégration de l'Union Africaine comme membre permanent de ce forum symbolisent cette évolution. Elles offrent une tribune inédite pour porter des revendications de justice économique et de réforme des institutions multilatérales, et elles offrent surtout un micro.<sup>5</sup>

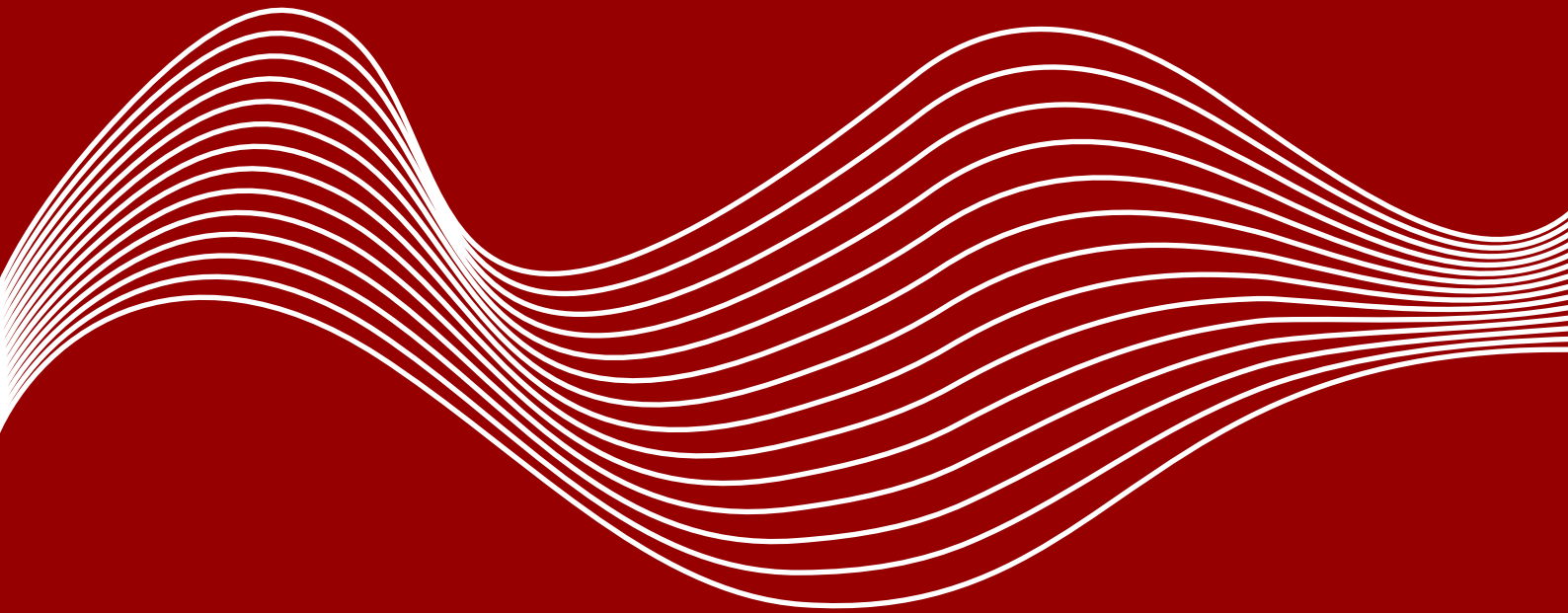
Pour un dirigeant, un communicant ou un stratège, l'année 2025 et les années à venir méritent d'être lues à travers un prisme précis : celui de la communication comme art politique de la négociation, et du leadership comme capacité à transformer un rapport de force en récit partagé. C'est l'objet de ce rapport. Chacune des sept mutations analysées ci-après est examinée sous cinq angles convergents : l'économie politique des ressources en jeu, la communication stratégique déployée par les acteurs, le mode de leadership qui s'exerce, l'effet produit sur la souveraineté, et la place occupée par la donnée et la technologie.

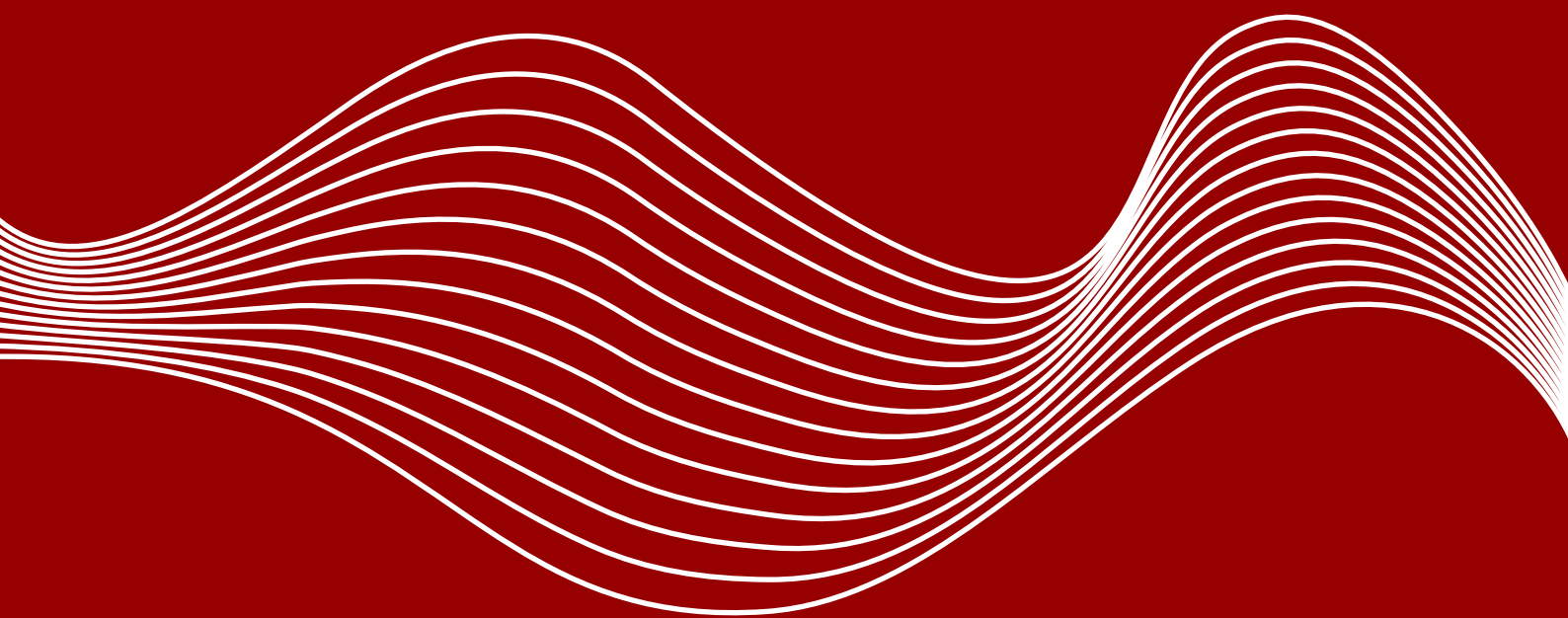
Cette grille de lecture, propre à la pratique du conseil en communication stratégique, permet de dépasser le constat journalistique pour dégager des enseignements actionnables.

# 01

## **Le Sahel ou la rupture comme acte de communication souveraine**

*Ce que donne à voir le retrait de l'AES : une rupture politique se gagne d'abord dans la bataille du récit, avant de se gagner sur le terrain.*





### **À RETENIR**

Le retrait de l'AES démontre qu'un récit de rupture, aussi structuré soit-il, ne dispense jamais de gérer les interdépendances matérielles qu'il ne peut effacer. Pour un dirigeant, la leçon opérationnelle est la suivante : préparer la doctrine de communication d'une rupture avant de l'annoncer, non en réaction à ses conséquences.

La région du Sahel traverse en 2025 une phase de reconfiguration radicale, dont l'épicentre est le divorce consommé entre la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et la Confédération des États du Sahel (AES). Ce retrait, effectif depuis le 29 janvier 2025, marque une rupture narrative profonde avec le modèle d'intégration régionale libérale promu depuis cinquante ans.<sup>7</sup> Le Mali, le Burkina Faso et le Niger ont choisi de privilégier un pacte de défense et de souveraineté au détriment d'une organisation perçue comme un instrument d'influence des puissances extra-contininentales.<sup>9</sup> Cette décision ampute la CEDEAO de plus de la moitié de sa superficie territoriale et de dix-sept pour cent de sa population, et elle produit un choc systémique sur les flux commerciaux comme sur les mécanismes de sécurité collective (voir Annexe A).<sup>9</sup>

Ce qui frappe un observateur de la communication stratégique n'est pas tant l'ampleur du divorce que sa mise en scène. La CEDEAO n'a pas seulement perdu des membres : elle a perdu le monopole normatif du récit d'intégration régionale. Pendant cinquante ans, ce récit reposait sur une équation implicite : le multilatéralisme libéral comme seule voie légitime vers la prospérité. L'AES lui oppose un contre-récit tout aussi structuré : la souveraineté sécuritaire comme préalable à toute prospérité. Deux doctrines de leadership s'affrontent ainsi, l'une fondée sur l'appartenance à un ordre établi, l'autre sur la rupture assumée. Aucune des deux n'est neutre : chacune mobilise ses propres symboles, son propre calendrier, ses propres portes-parole.

Cette rupture s'accompagne d'un durcissement des relations diplomatiques avec les partenaires occidentaux traditionnels, dont l'épisode le plus révélateur survient le 16 décembre 2025, lorsque l'administration américaine de Donald Trump décrète une interdiction totale d'entrée sur le sol américain pour les ressortissants des pays de l'AES.<sup>11</sup> Washington justifie la mesure par des défaillances critiques dans la coopération sécuritaire ; Bamako, Ouagadougou et Niamey

la reçoivent comme une remise en cause frontale de leur souveraineté et de leur dignité.<sup>11</sup> Deux lectures d'un même fait, deux publics à convaincre : l'épisode illustre à lui seul pourquoi la diplomatie contemporaine ne peut plus se penser sans une doctrine de communication de crise.

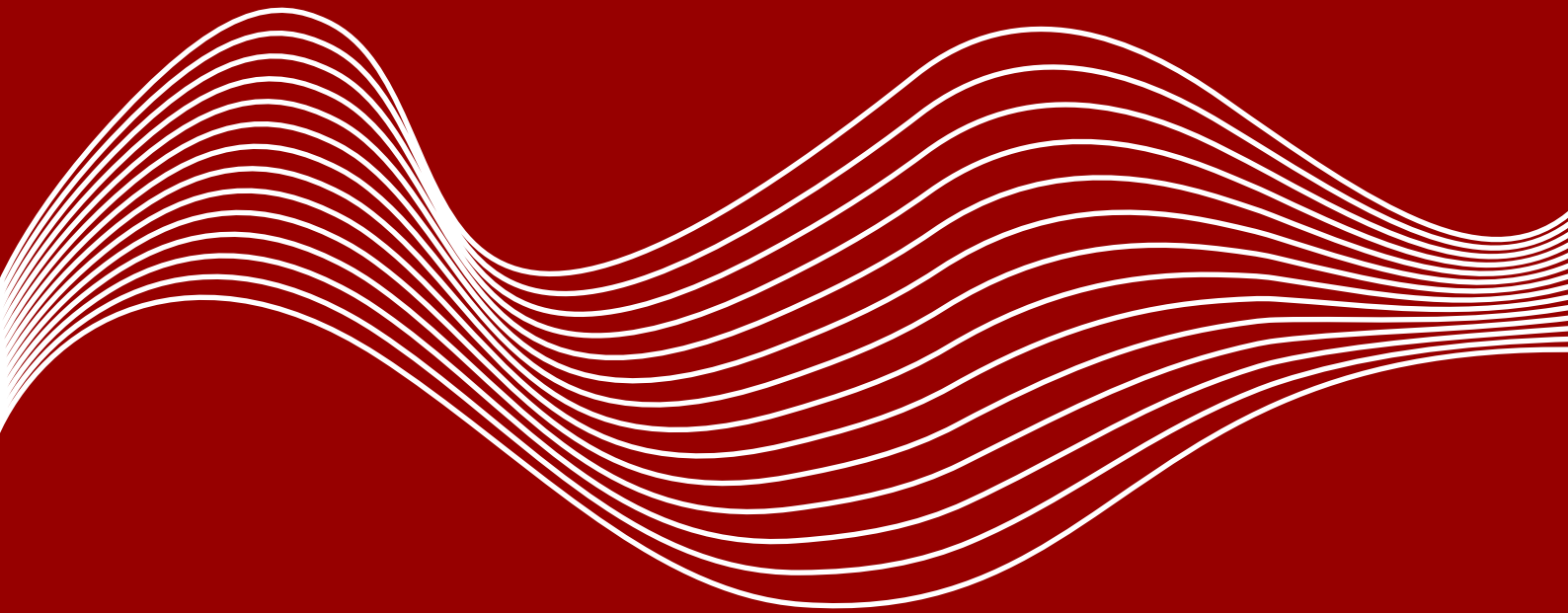
La riposte malienne offre un cas d'école. Face à l'imposition par Washington de cautions financières exorbitantes pour l'obtention de visas, le Mali réplique en octobre 2025 en appliquant les mêmes frais aux citoyens américains, forçant un recul temporaire de l'administration américaine.<sup>11</sup> Cette « guerre des cautions » s'interprète, dans la grille de lecture retenue ici, moins comme une escalade improvisée que comme un message calibré, un principe de réciprocité mis en scène pour un double public, l'opinion sahélienne, à qui l'on prouve que la dignité nationale prime désormais sur les intérêts d'aide au développement, et la chancellerie adverse, à qui l'on signifie que toute pression appelle une réponse symétrique.<sup>11</sup> C'est un exercice de leadership par le symbole autant que par le droit.

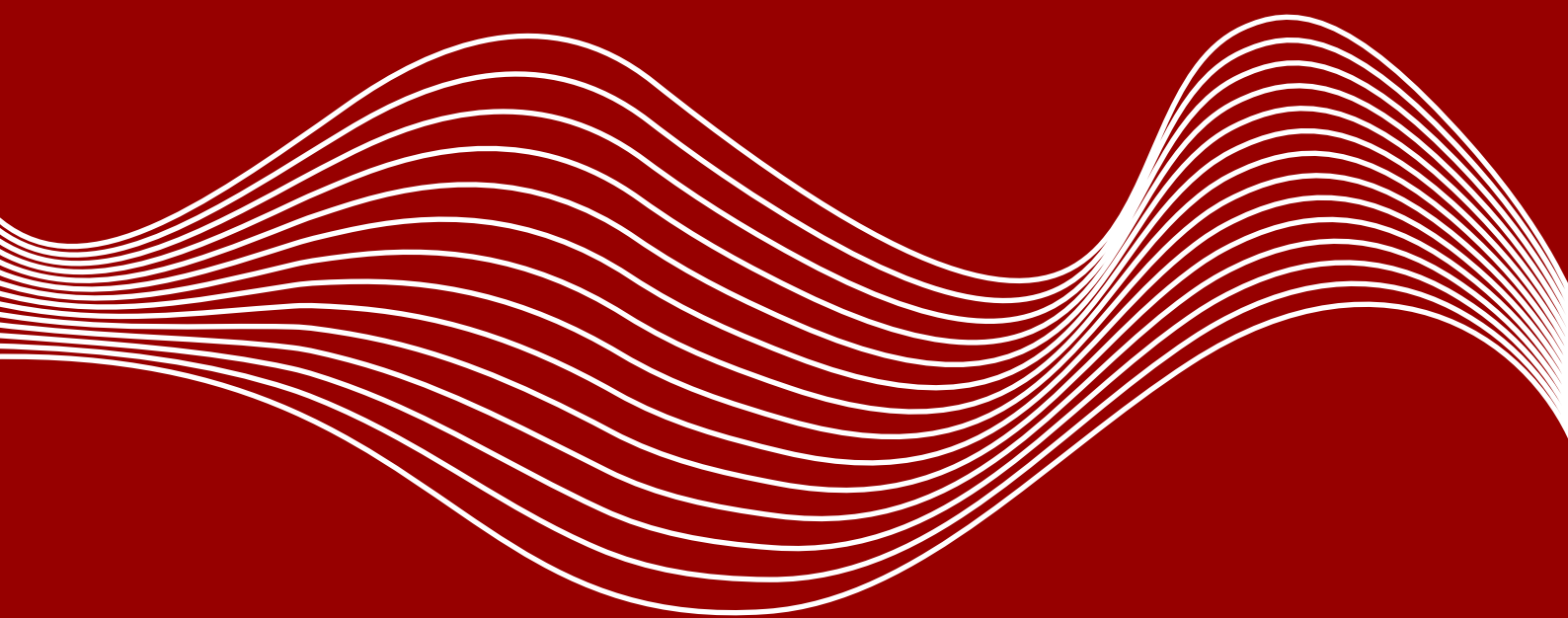
La Confédération de l'AES s'est structurée autour d'un récit de rupture avec l'ordre hérité, et son ambition dépasse l'alliance militaire pour viser un espace économique et monétaire autonome. Les réalités géographiques tempèrent cependant les velléités de déconnexion totale : les pays de l'AES, tous enclavés, restent structurellement dépendants des ports de la Côte d'Ivoire, du Sénégal et du Togo pour leurs approvisionnements essentiels.<sup>9</sup> Cette tension entre rhétorique de souveraineté et contraintes logistiques immédiates constitue elle-même un enseignement de leadership : aucun récit de rupture, si puissant soit-il, ne dispense de gérer les interdépendances qu'il ne peut effacer. Le leadership souverainiste le plus efficace n'est pas celui qui nie la dépendance, mais celui qui la négocie sans jamais renoncer au registre de la dignité.

# 02

## **La Corne de l'Afrique : médiation, mise en scène diplomatique et théâtre du leadership**

*Ce que révèle la Corne de l'Afrique : une médiation réussit quand elle offre à chaque partie  
une sortie qui préserve sa dignité.*





### **À RETENIR**

La Déclaration d'Ankara illustre la valeur d'une médiation qui préserve la dignité de toutes les parties ; l'enlèvement soudanais illustre, à l'inverse, le coût d'une médiation sans récit de sortie honorable. La différence entre les deux n'est pas la disponibilité d'un médiateur, mais l'existence d'un narratif de compromis acceptable par tous les camps.

La Corne de l'Afrique demeure en 2025 l'une des zones les plus instables et les plus dynamiques du continent. Son paysage géopolitique se redéfinit autour de la montée en puissance de la Turquie comme médiateur incontournable, et autour de l'exacerbation des tensions liées à l'accès à la mer et aux ressources hydriques.<sup>14</sup> La « Déclaration d'Ankara », signée en décembre 2024 sous l'égide du président Recep Tayyip Erdoğan, amorce une réconciliation historique entre l'Éthiopie et la Somalie après une année de tensions extrêmes liées au statut du Somaliland.<sup>15</sup>

L'épisode mérite d'être lu comme un manuel de diplomatie narrative. L'Éthiopie, nation enclavée de plus de cent vingt millions d'habitants, considère l'accès souverain à la mer comme un impératif existentiel, et le mémorandum d'entente signé avec le Somaliland en janvier 2024 avait provoqué la fureur de Mogadiscio, qui y voyait une violation de son intégrité territoriale.<sup>17</sup> La médiation turque réussit à transformer ce conflit potentiel en un processus de négociation technique, et la visite surprise du président somalien Hassan Sheikh Mohamud à Addis-Abeba le 15 janvier 2025 scelle la restauration des liens diplomatiques.<sup>15</sup> L'accord prévoit que l'Éthiopie bénéficiera d'accès maritimes sécurisés via des contrats de location commerciale, tout en réaffirmant le respect de la souveraineté somalienne.<sup>16</sup> Ankara offre ainsi une démonstration de ce que le leadership de médiation peut accomplir lorsqu'il sait construire un récit où chaque partie conserve sa dignité : ni vainqueur ni vaincu, mais deux souverainetés réaffirmées dans le même texte.

Cette désescalade entre l'Éthiopie et la Somalie n'apaise pas pour autant les inquiétudes de l'Égypte. Le Caire, préoccupé par l'influence éthiopienne croissante et par l'inauguration officielle du Grand barrage de la Renaissance éthiopienne le 9 septembre 2025, renforce son alliance avec l'Érythrée et la Somalie pour faire contrepoids à l'affirmation de puissance d'Addis-Abeba dans le corridor de la mer Rouge et du Nil.<sup>19</sup> Le leadership régional s'y révèle multipolaire et concurrentiel :

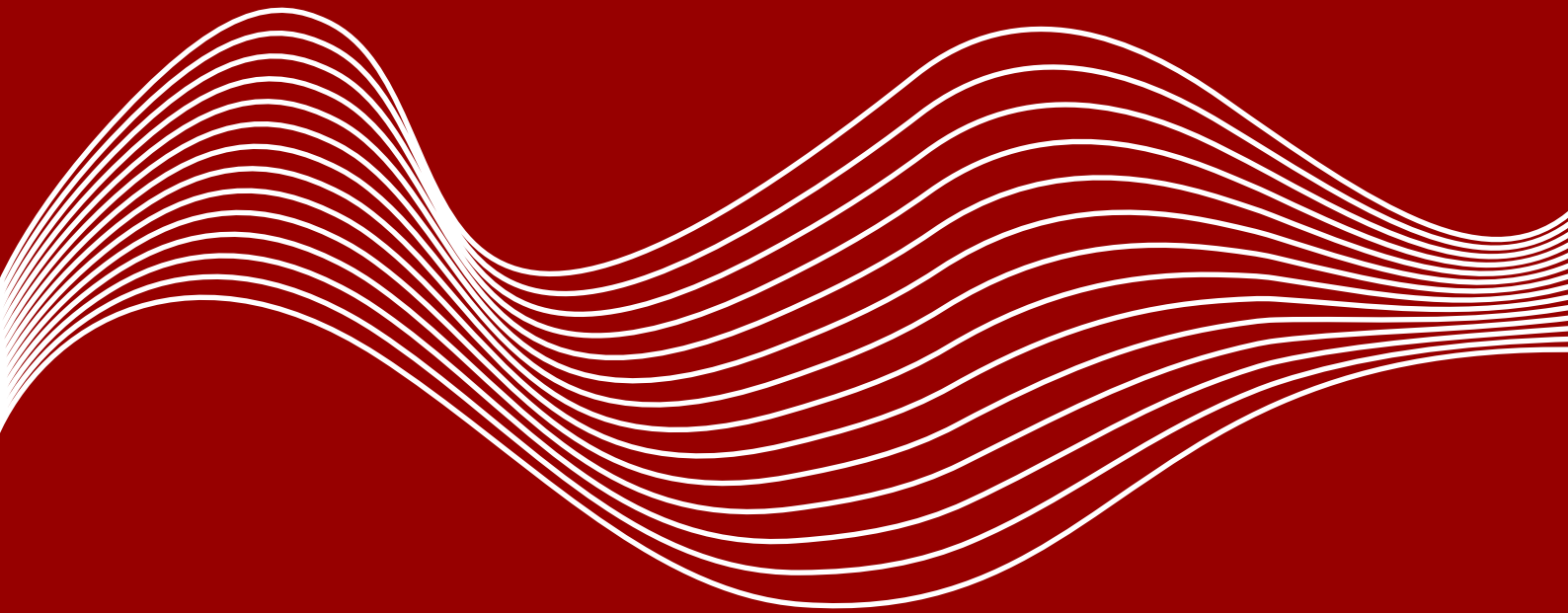
chaque capitale construit sa propre coalition, son propre narratif de légitimité, sa propre lecture du droit historique sur l'eau et sur la mer.

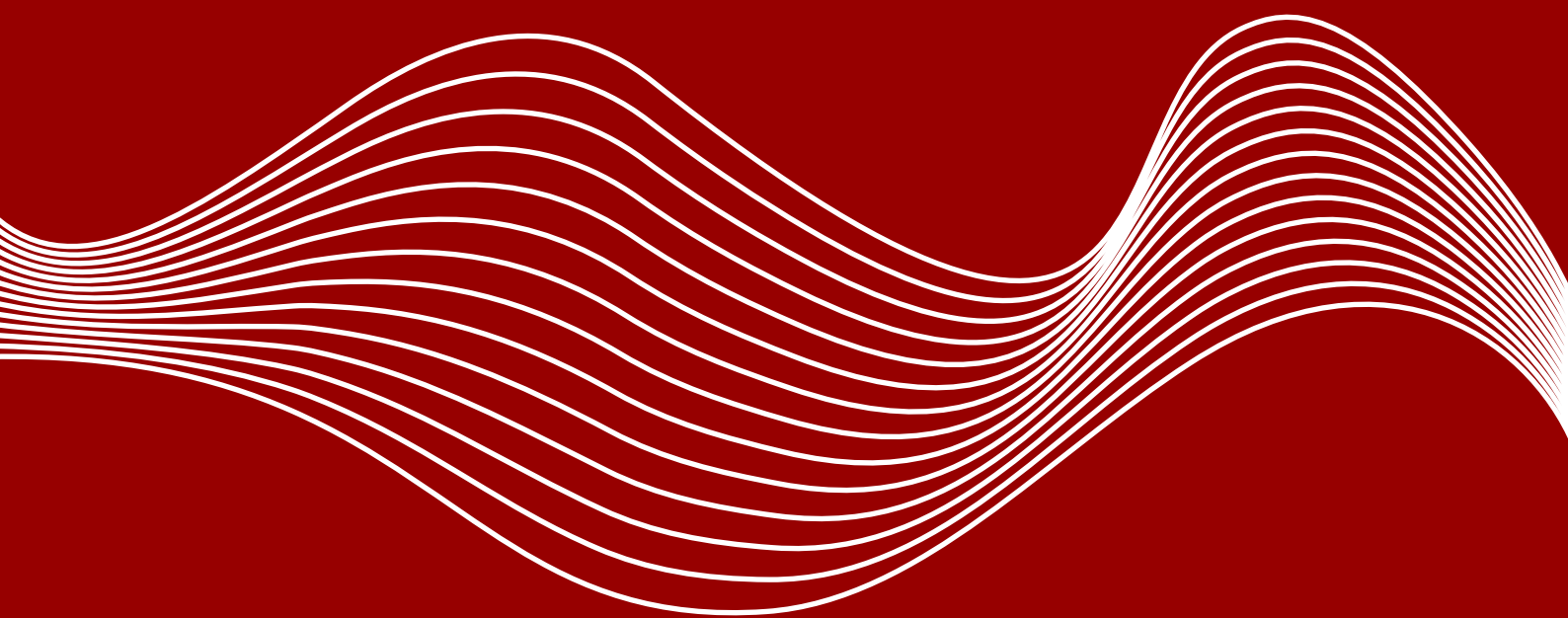
Pendant que les tensions maritimes font l'objet de médiations, le Soudan s'enfonce dans une guerre civile dévastatrice entre les Forces Armées Soudanaises et les Forces de Soutien Rapide.<sup>21</sup> La situation humanitaire y est qualifiée de catastrophique, avec des millions de déplacés et une famine imminente, tandis que les efforts de médiation menés par l'Union Africaine et des acteurs régionaux comme l'Arabie Saoudite piétinent, chaque camp cherchant une victoire militaire plutôt qu'une solution politique.<sup>21</sup> La chute du hub pétrolier de Heglig fin 2025 marque un tournant brutal dans le conflit, redéfinissant les équilibres financiers de la guerre.<sup>20</sup> Le contraste avec Ankara est instructif : là où la médiation turque a su offrir aux parties un récit de sortie honorable, la médiation soudanaise échoue précisément parce qu'aucun narratif de compromis n'a encore été rendu acceptable par les deux camps. Sans action internationale coordonnée, les experts avertissent que le Soudan risque de devenir un foyer d'instabilité permanente affectant toute l'Afrique de l'Est et la sécurité de la mer Rouge.<sup>17</sup>

# 03

## **Souveraineté numérique: la bataille du récit et de l'infrastructure**

*Ce que joue l'Afrique dans la bataille des données : le droit de se définir elle-même dans les systèmes qui, demain, la représenteront.*





### **À RETENIR**

L'Afrique produit moins de 4 % des données qui entraînent les systèmes d'intelligence artificielle les plus puissants, pour 18 % de la population mondiale. Toute stratégie numérique institutionnelle qui ne traite pas la donnée comme un enjeu de souveraineté, au même titre que le territoire ou les ressources naturelles, prend un retard difficile à rattraper.

L'intelligence artificielle et la souveraineté numérique sont devenues en 2025 des enjeux de sécurité nationale pour les États africains. Le continent refuse désormais d'être un simple terrain d'extraction pour les entreprises technologiques du Nord et revendique le droit de développer une intelligence artificielle « pour et par l'Afrique ».<sup>4</sup> Cette ambition se heurte à des réalités d'infrastructure et de dépendance technologique profondes, et elle constitue à ce titre le front le plus contemporain de la bataille pour la souveraineté narrative.

Nommer, c'est déjà désarmer. L'analyse de la souveraineté numérique en 2025 repose sur la déconstruction de ce que des penseurs comme Yanis Varoufakis qualifient de « technoféodalisme » : un système où la valeur n'est plus créée par le travail mais extraite de l'accès à une infrastructure numérique dominante.<sup>4</sup> Transposé au continent, ce cadre conceptuel donne à voir ce que l'on peut qualifier de « colonialisme des données » : le trafic internet entre deux pays africains est le plus souvent routé par l'Europe, entraînant des coûts élevés et une vulnérabilité à la surveillance extérieure.<sup>4</sup> Donner un nom précis à ce mécanisme, plutôt que de le laisser flotter dans le vocabulaire euphémisant de la « coopération numérique », est en soi un acte de leadership intellectuel, et une condition pour que les décideurs africains puissent négocier en position de connaissance plutôt que de dépendance (voir Annexe B).

L'ampleur de l'asymétrie mérite d'être posée avec précision. En 2025, l'Afrique abrite plus de 1,4 milliard de personnes, soit 18 % de la population mondiale, mais elle ne fournit que moins de 4 % des données utilisées pour entraîner les systèmes d'intelligence artificielle les plus puissants.<sup>26</sup> Cette asymétrie crée des angles morts technologiques, où les systèmes de reconnaissance vocale ou de diagnostic médical échouent à comprendre les réalités africaines.<sup>4</sup> À notre lecture, un continent qui ne façonne pas les données qui le décrivent laisse à d'autres le pouvoir de définir, par défaut,

ce qu'est une voix africaine, un visage africain, une pathologie africaine. C'est une question de souveraineté épistémique autant que technologique.

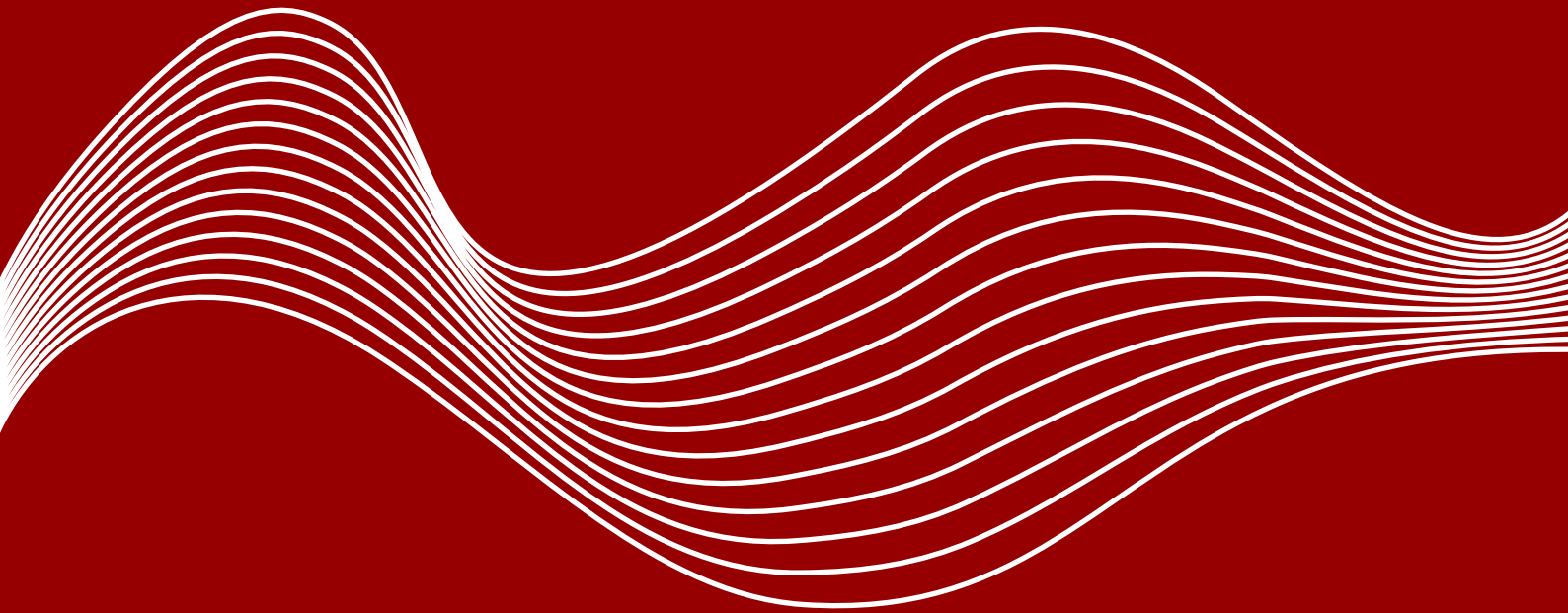
Le rapport 2025 du CIPESA (Collaboration on International ICT Policy for East and Southern Africa ) sur la liberté d'internet souligne que si l'intelligence artificielle offre des opportunités pour la transparence, elle est également détournée par des régimes autoritaires.<sup>27</sup> En Égypte et au Rwanda, des technologies de reconnaissance faciale et de police prédictive alimentent la répression politique, et au Rwanda, l'utilisation de messages synthétiques générés par intelligence artificielle pour simuler un soutien populaire massif au gouvernement illustre une nouvelle frontière de la manipulation numérique.<sup>28</sup> Le continent se divise ainsi entre deux doctrines de leadership technologique : l'une qui met l'infrastructure au service de la transparence et de la redevabilité, l'autre qui la met au service du contrôle.

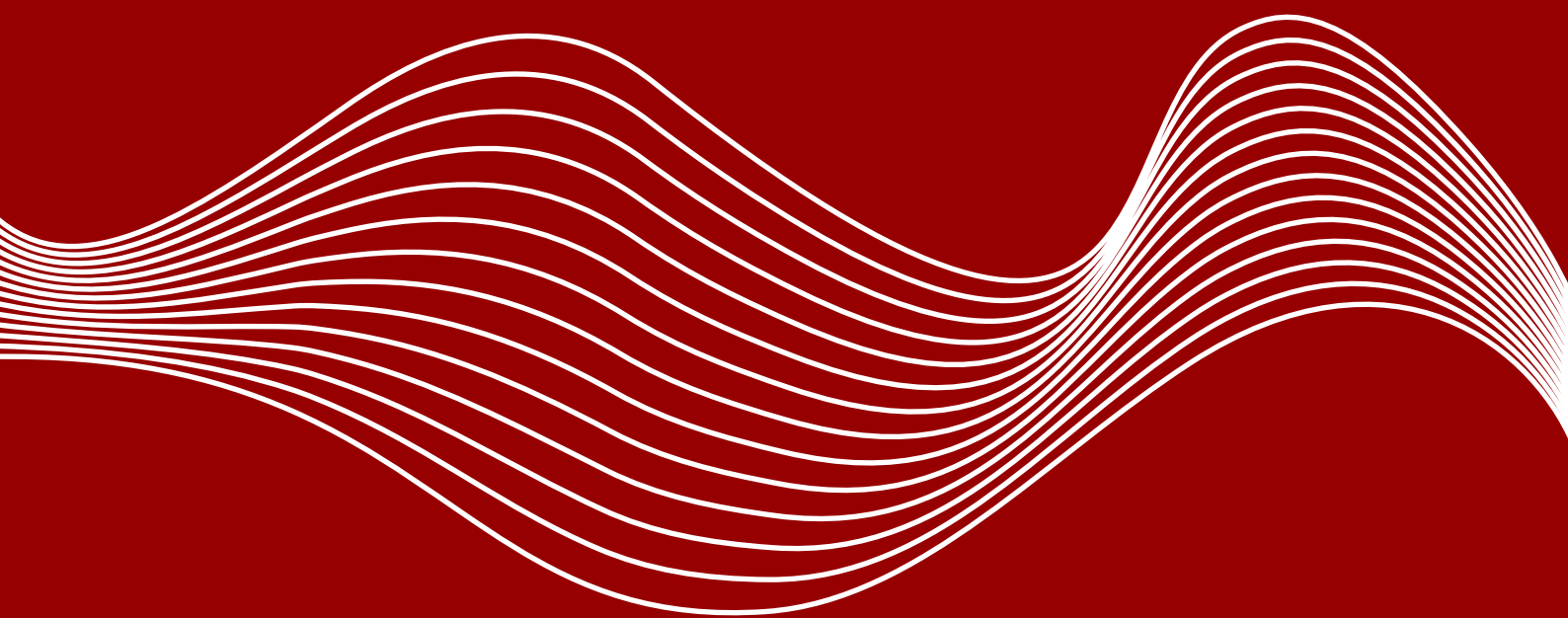
Le rapport SIFA (State of Internet Freedom in Africa) 2025 indique qu'aucun des quatorze pays étudiés ne possède encore de cadre juridique complet pour auditer les systèmes algorithmiques opaques. Un vide réglementaire qui laissera, faute d'action, le choix de la doctrine aux seuls rapports de force locaux.<sup>28</sup>

# 04

## RDC : la refondation comme récit politique

*Ce que porte la RDC : la preuve qu'un récit national peut se refonder de l'intérieur, avant de se raconter à l'extérieur.*





### **À RETENIR**

La grille de lecture développée par Jean-Pierre Mbelu interprète la crise congolaise comme le produit d'une fabrique délibérée de l'« État raté », plutôt que comme un échec spontané : c'est une thèse engagée, non un constat consensuel. Ce qui fait consensus, en revanche, est le déficit documenté de contre-récit congolais porté à l'international avec la même rigueur et les mêmes moyens que les récits qui, aujourd'hui, définissent le pays depuis l'extérieur.

La République Démocratique du Congo occupe une place centrale dans les préoccupations géopolitiques de 2025, en raison de l'intensification de la guerre à l'intérieur de ses frontières, et en raison de la richesse de sa réflexion sur la refondation de l'État. La pensée du philosophe congolais Jean-Pierre Mbelu propose une analyse systémique des défis du pays, qui va au-delà des symptômes du conflit pour s'attaquer à ses fondements idéologiques.<sup>25</sup> Aucun autre théâtre examiné dans ce rapport n'illustre avec autant de netteté la thèse centrale de ce rapport : la souveraineté se joue d'abord dans la bataille du récit que l'on se raconte à soi-même, avant de se jouer dans celle que l'on impose aux autres.

La RDC a été sciemment transformée en un « État raté » par une combinaison d'intérêts externes et de complicités locales visant à maintenir le contrôle sur les ressources stratégiques.<sup>25</sup> Selon cette grille d'analyse, cette « guerre de prédation » utilise des modes opératoires tels que la paupérisation délibérée, la ruse et le mensonge pour diviser la population et affaiblir les institutions souveraines.<sup>25</sup> Ce diagnostic, qui peut-être interprétée comme relevant d'une lecture engagée plutôt que d'un constat consensuel, constitue, au-delà de sa portée politique, un cas d'étude pour tout communicant : il montre comment un récit, celui de l'échec structurel d'un État, peut être fabriqué et entretenu au service d'intérêts précis, et comment le déconstruire devient lui-même une condition de la refondation. L'« État raté » n'est jamais un fait brut ; c'est une thèse, diffusée, répétée et sédimentée jusqu'à devenir une évidence, qui dispense ceux qui l'énoncent d'interroger leur propre responsabilité dans la fabrique du désordre qu'ils décrivent. Déconstruire ce récit ne relève donc pas de la nuance rhétorique : c'est une opération de leadership qui restitue à l'État congolais la capacité de se définir lui-même plutôt que d'être défini de l'extérieur. La solution proposée par Mbelu est une « insurrection des consciences » et une « réinvention du Congo » fondées sur la solidarité horizontale et la participation citoyenne (voir Annexe C).<sup>25</sup>

Le concept de « tradicratie » introduit par Mbelu (On pourrait définir la Tradicratie ainsi : une gouvernance qui intègre la sagesse traditionnelle africaine, à commencer par l'éloge de la parole partagée et la construction du consensus, dans les structures démocratiques modernes) mérite une lecture attentive de la part des dirigeants et des communicants.<sup>25</sup> Il propose une méthode de leadership fondée sur la palabre plutôt que sur l'injonction, et sur le consensus construit plutôt que sur la décision imposée. Il renverse la pyramide hiérarchique héritée de la colonisation pour donner le pouvoir réel aux collectifs citoyens et aux communautés locales.<sup>25</sup> Pour un dirigeant habitué aux organigrammes verticaux, la tradicratie propose une discipline exigeante : elle ne demande pas de renoncer à trancher, mais de faire précéder toute décision d'un espace de parole suffisamment large pour que la décision, une fois prise, n'ait plus besoin d'être imposée. C'est un modèle de légitimité construite plutôt que décrétée. Et c'est, à ce titre, une doctrine de communication interne autant qu'un principe de gouvernance.

L'histoire de la RDC est relue en 2025 comme une lutte permanente pour la souveraineté, jalonnée de moments de subversion externe, depuis l'indépendance formelle mais incomplète du 30 juin 1960 jusqu'à l'insécurité persistante à l'intérieur de ses frontières (notamment dans l'Est du pays), aujourd'hui (voir Annexe C).<sup>25</sup> L'assassinat de Patrice Lumumba, le 17 janvier 1961, occupe dans cette relecture une place fondatrice : il est analysé comme un acte de communication en soi : la décapitation délibérée d'un leadership nationaliste au moment précis où celui-ci commençait à produire un récit alternatif de souveraineté africaine. Les guerres de prédation de 1996 à 2003, puis la transition présidentielle de 2018-2019, devraient être relues à l'aune de la même question, obstinément posée : chaque rupture a-t-elle représenté une refondation réelle, ou une reformulation des mêmes structures d'exploitation sous un vocabulaire renouvelé ? Cette relecture historique est essentielle pour une jeunesse congolaise appelée à devenir « relayeuse » du futur en s'engageant

dans la production intellectuelle et la bataille des idées, une génération qui hérite moins d'un pays à reconstruire que d'un récit à réécrire.<sup>25</sup>

L'actualité de 2025 est également marquée par la publication de travaux comme ceux de Siddharth Kara dans Cobalt Red, qui exposent le coût humain de la richesse minérale du Congo. Environ 72 % de l'offre mondiale de cobalt provient de la RDC, un métal indispensable aux batteries des véhicules électriques et des smartphones.<sup>25</sup> Kara documente un « spectacle d'horreur » où des travailleurs, y compris des enfants, meurent quotidiennement dans des mines artisanales pour moins d'un dollar par jour.<sup>25</sup> Le paradoxe congolais tient en une phrase : un pays indispensable à la transition technologique mondiale, dont la population subit ce que certains analystes qualifient de « génocide silencieux » pour alimenter le progrès extérieur.<sup>25</sup>

Ce rapport interprète ce silence non comme un vide, mais comme une politique de communication par défaut, entretenue par l'absence de contre-récit suffisamment puissant et suffisamment relayé pour s'imposer dans l'agenda médiatique mondial au même rythme que la demande en cobalt. Un consommateur qui recharge son véhicule électrique sans jamais entendre parler de Kolwezi n'est pas seulement mal informé : il est le produit d'une stratégie de communication réussie, celle qui a dissocié la chaîne de valeur du minerai de la chaîne de responsabilité qui devrait l'accompagner. Y remédier est affaire de leadership éditorial autant que de plaidoyer diplomatique : il s'agit de produire, de documenter et de faire circuler un contre-récit congolais du cobalt, porté par des voix congolaises et africaines, avec la même rigueur factuelle et la même capacité de diffusion internationale que les travaux qui, aujourd'hui encore, racontent le Congo depuis l'extérieur.

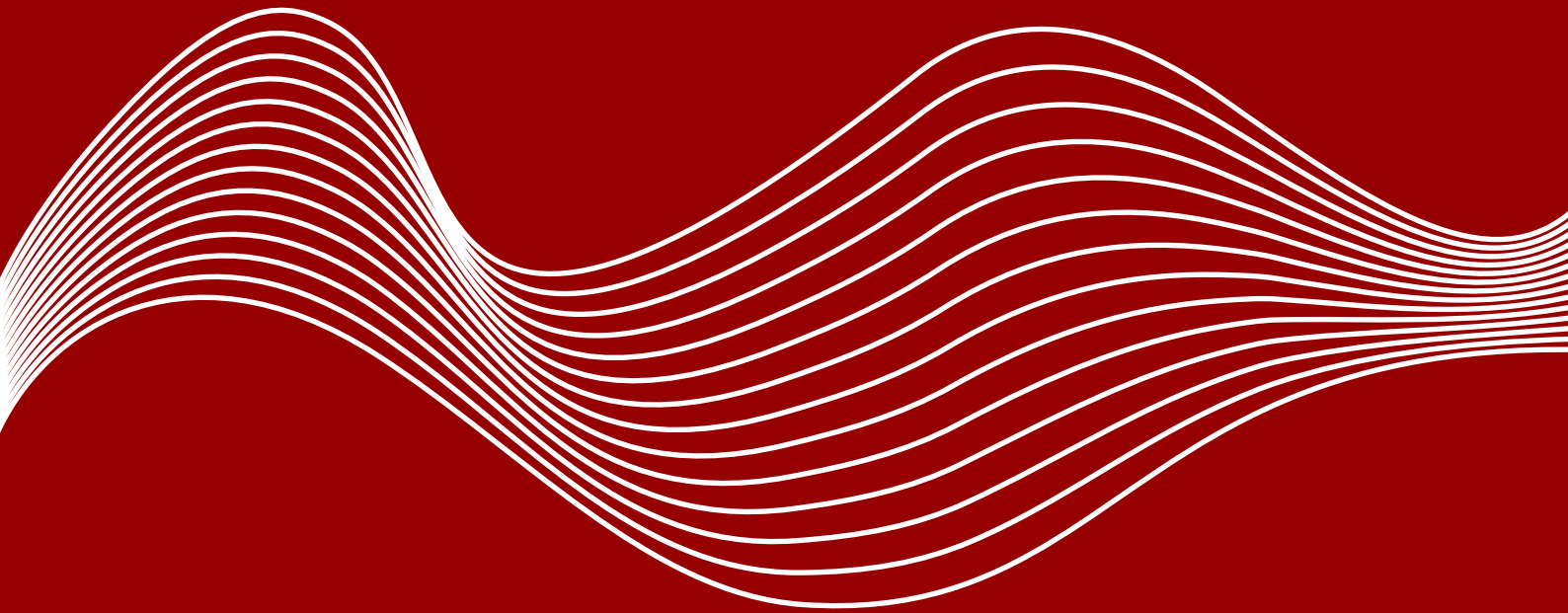
Ce qui distingue le moment congolais des six autres théâtres de ce rapport, c'est la maturité de

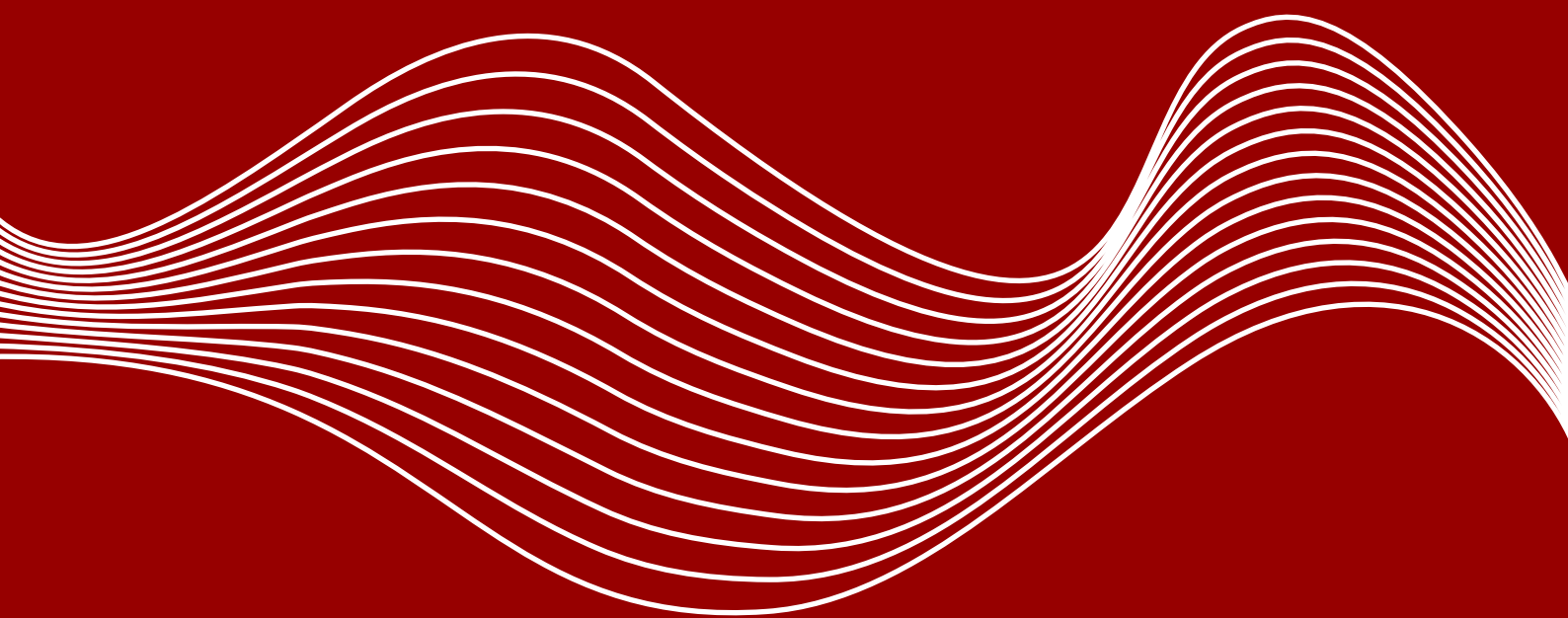
son appareil conceptuel. Là où d'autres dossiers en sont encore à nommer les mécanismes de prédation, la pensée congolaise dispose déjà, avec la tradicratie et l'insurrection des consciences, d'une doctrine de gouvernance et d'une méthode de mobilisation des consciences prêtes à être déployées. Le défi pour 2026 et au-delà n'est plus conceptuel : il est éditorial et institutionnel. Il consiste à traduire cet appareil intellectuel en outils de formation, en matériel de plaidoyer, en programmes de leadership pour une nouvelle génération de cadres congolais et africain, et à lui donner une portée internationale à la mesure de sa rigueur.

# 05

## Réforme financière et leadership économique : la communication stratégique de la dette

*Ce que change le G20 de Johannesburg : un mot, dette « instrument » plutôt que dette « crise », et avec lui, tout un rapport de force.*





### **À RETENIR**

La bataille du G20 de Johannesburg s'est jouée sur un mot : requalifier la dette de « crise » en « instrument » change le registre de la négociation, de la charité à l'égal à égal. Le vocabulaire budgétaire et financier est, à ce titre, un terrain de communication stratégique à part entière, non un détail technique.

Le sommet du G20 à Johannesburg en novembre 2025 constitue l'événement économique majeur de l'année pour le continent. Pour la première fois, les priorités africaines (viabilité de la dette, coût du capital, réforme de l'architecture financière internationale) sont placées au sommet des délibérations mondiales.<sup>6</sup>

L'Afrique supporte en 2025 un stock de dette de 1 800 milliards de dollars, avec un service annuel de 90 milliards de dollars (voir Annexe D).<sup>29</sup> Le Dialogue de haut niveau tenu à Addis-Abeba souligne que ces charges empêchent tout investissement sérieux dans l'éducation ou la santé. Mais le fait le plus significatif de l'année, pour un stratège de la communication, n'est pas le montant de la dette : c'est la bataille de vocabulaire menée pour la qualifier. L'Afrique du Sud a milité pour une transformation du récit de la « dette comme crise » en « dette comme instrument de politique », exigeant que les primes de risque soient fondées sur des données objectives plutôt que sur des perceptions subjectives.<sup>29</sup> Changer un mot, ici, c'est changer un rapport de force : une dette perçue comme crise appelle la charité, une dette repositionnée comme instrument appelle la négociation d'égal à égal. La création d'une Agence africaine de notation de crédit et d'un Mécanisme africain de surveillance de la dette constitue l'un des héritages les plus tangibles de cette présidence, conçus pour réduire l'asymétrie d'information qui pénalise structurellement les emprunteurs africains sur les marchés internationaux.<sup>29</sup>

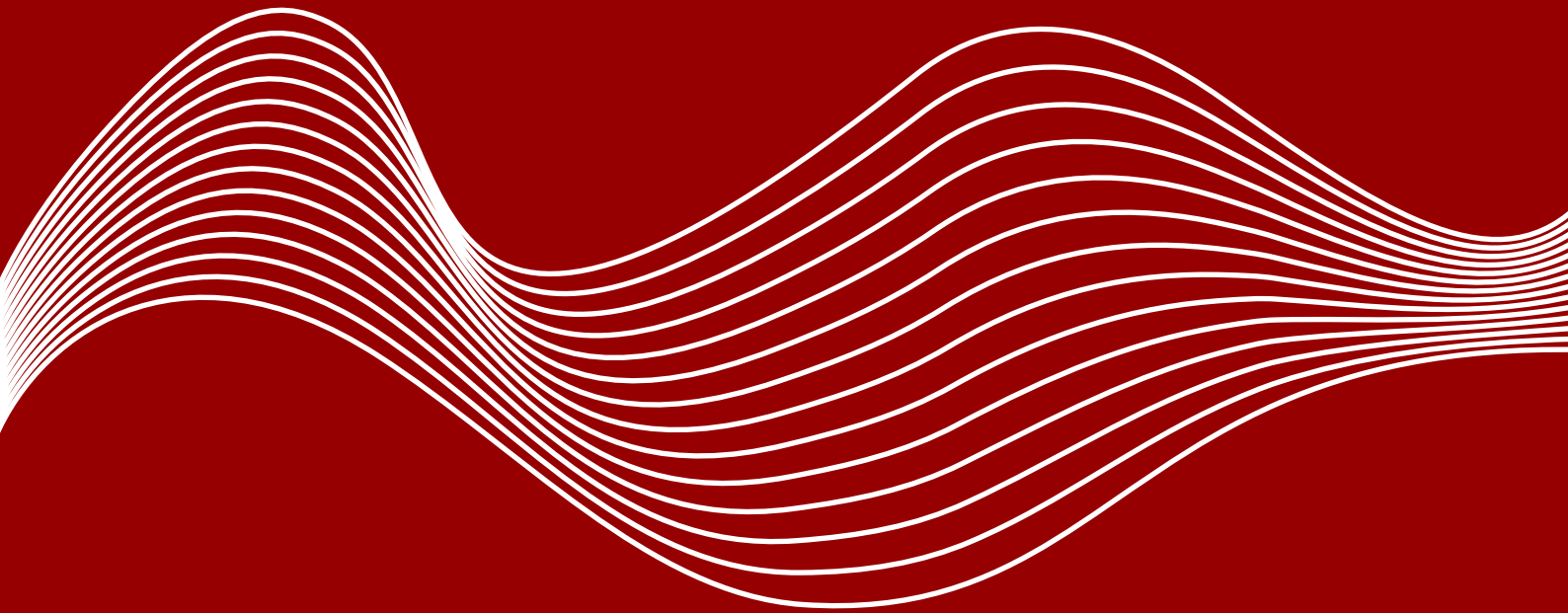
Le rapport de la Banque africaine de développement de mai 2025, Making Africa's Capital Work Better for Africa's Development, insiste sur le fait que la dépendance extérieure n'a plus vocation à être une stratégie de développement.<sup>3</sup> Le continent dispose de ressources abondantes qu'il n'a pas encore pleinement mobilisées : un capital naturel fait de réserves immenses de minerais critiques pour la transition verte, un capital humain porté par un âge médian de dix-neuf ans

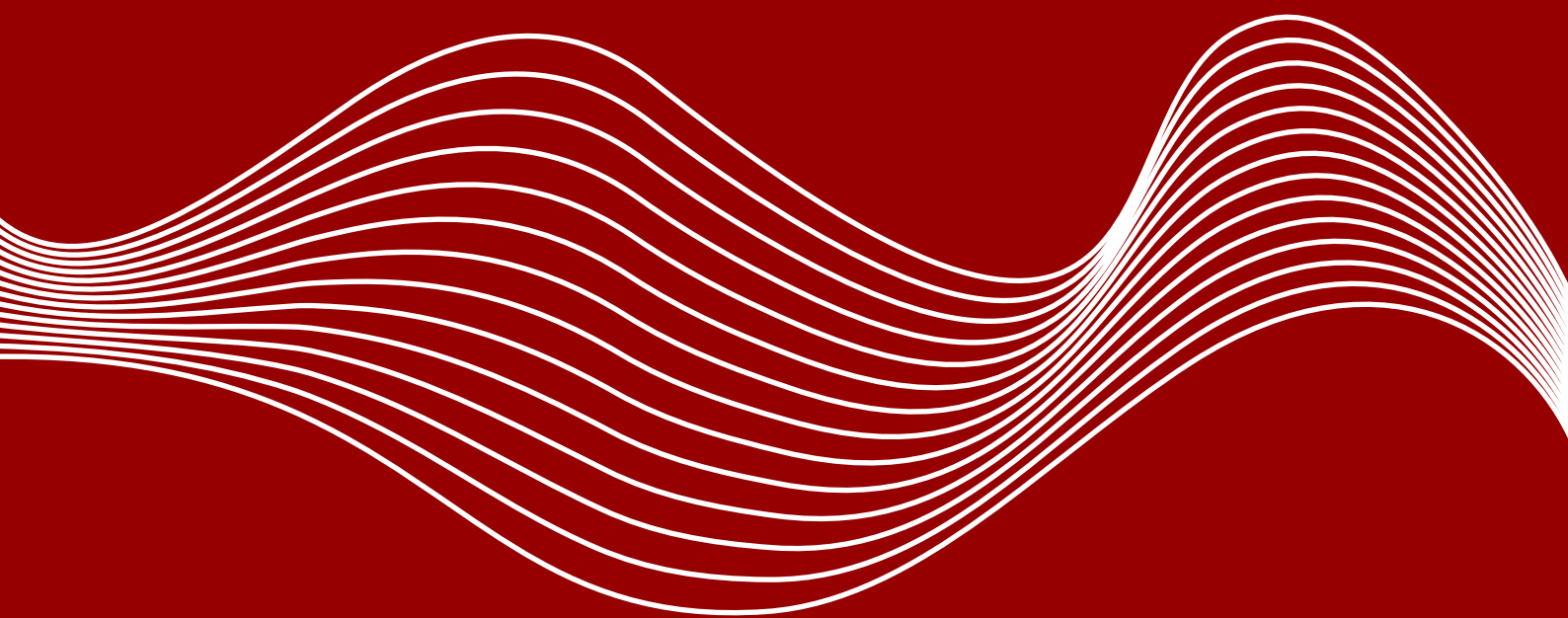
représentant un dividende démographique potentiel de quarante-sept milliards de dollars, et un capital entrepreneurial que la mise en œuvre complète de la Zone de libre-échange continentale africaine pourrait faire fructifier à hauteur de quatre cent cinquante milliards de dollars de revenus supplémentaires d'ici 2035.<sup>30</sup> La priorité stratégique est désormais de freiner les fuites de capitaux: en 2022, l'Afrique a reçu 190,7 milliards de dollars de flux financiers entrants, et elle en a perdu 587 milliards par les sorties illicites, la corruption et le transfert de bénéfices des multinationales.<sup>30</sup> Cette disproportion, plus que tout discours, démontre où se situe le véritable levier de la souveraineté économique, et pourquoi la lutte contre les flux illicites doit devenir un axe central de toute stratégie de communication institutionnelle africaine, tant elle touche à la crédibilité même de la gouvernance.

# 06

## Culture, médias et société : la diplomatie de l'authenticité

*Ce que disent les restitutions et les nouveaux médias : l'image de l'Afrique redevient un objet que le continent façonne lui-même.*





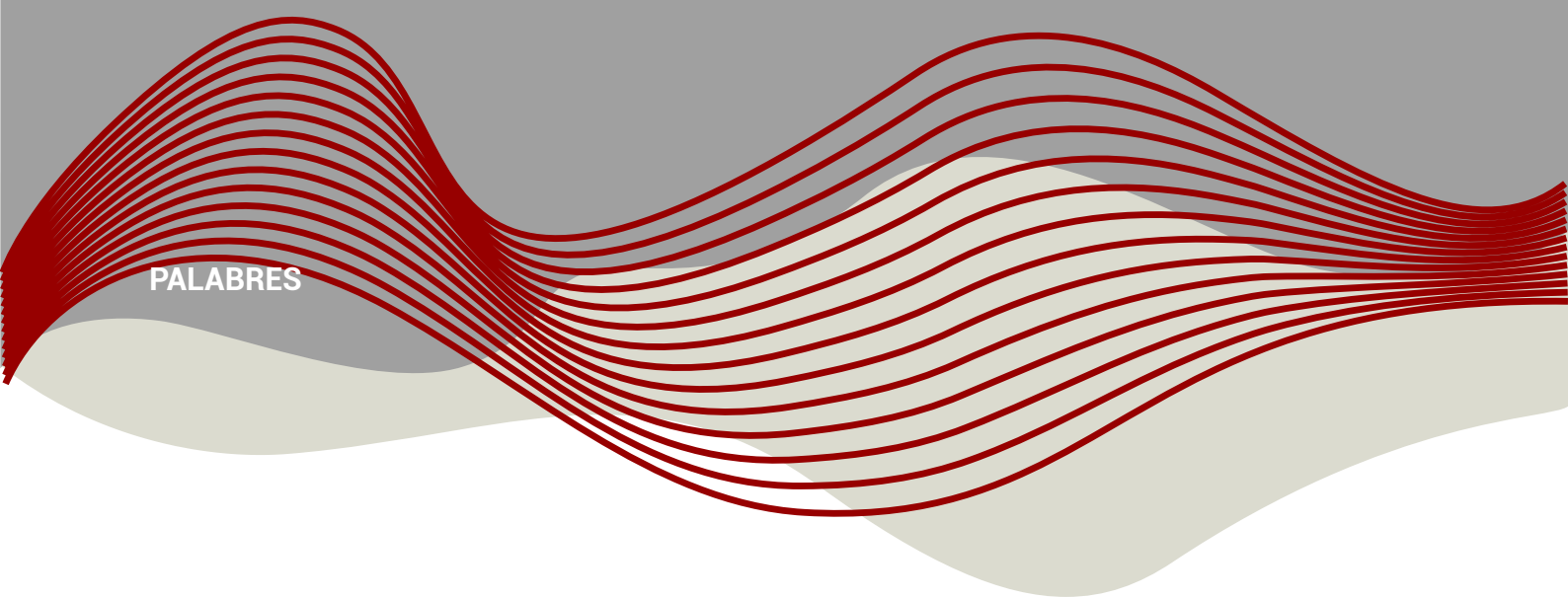
### **À RETENIR**

La restitution du patrimoine et la diplomatie de l'authenticité numérique obéissent à la même logique : reprendre la maîtrise du récit sur les objets et les images qui représentent l'Afrique. Cette dynamique reste toutefois émergente et inégalement dotée en moyens de valorisation économique et juridique.

Le domaine culturel et sociétal en 2025 est traversé par une volonté de réappropriation de l'image de l'Afrique, qui se manifeste par l'accélération de la restitution des œuvres d'art et par l'émergence de nouveaux modes de communication numérique.<sup>32</sup> Deux mouvements, en apparence distincts, obéissent à la même logique de reconquête narrative.

L'année 2025 est qualifiée d'« année charnière » pour le retour du patrimoine africain. La restitution de 119 bronzes du royaume du Bénin au Nigeria en juin 2025 est vécue comme une « renaissance culturelle » et une « réparation historique », tandis que le Metropolitan Museum of Art de New York rouvre ses galeries d'Afrique en mai 2025, après une rénovation complète visant à offrir une perspective plus respectueuse et authentique sur les cultures subsahariennes.<sup>33</sup> Une œuvre qui rentre chez elle n'est pas seulement un objet qui change de vitrine : elle peut se lire comme un récit de dépossession qui se referme, et un récit de souveraineté culturelle qui s'ouvre. Ces restitutions alimentent une industrie créative dynamique, portée par des investissements publics conséquents. Le Bénin, par exemple, a alloué 1,2 milliard d'euros à son plan stratégique pour la culture et les arts, incluant le développement de pôles textiles pour valoriser la mode locale.<sup>32</sup>

Les médias traditionnels sont de plus en plus concurrencés par des plateformes numériques comme TikTok et Instagram Reels, qui dominent la consommation média chez les jeunes.<sup>35</sup> Les stratégies de communication de 2025 privilégient l'authenticité et le contenu généré par les utilisateurs, et les marques collaborent avec des influenceurs locaux qui ancrent les messages dans la réalité culturelle du continent.<sup>35</sup> On observe également une montée en puissance de la « narration globale » : les médias locaux s'adaptent aux standards de production internationaux tout en préservant l'authenticité des récits, l'enjeu étant de toucher une audience mondiale sans diluer l'identité culturelle.<sup>36</sup> Un signal faible mérite d'être suivi de près : l'utilisation de l'intelligence artificielle



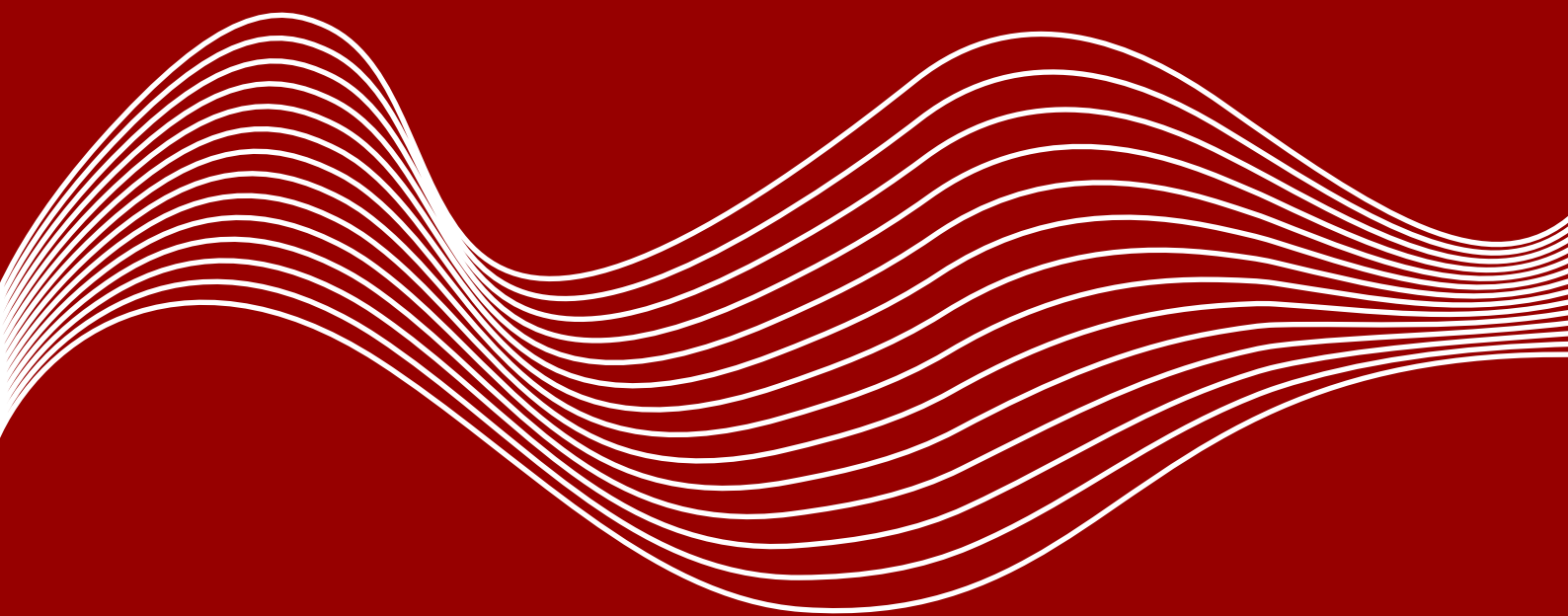
## PALABRES

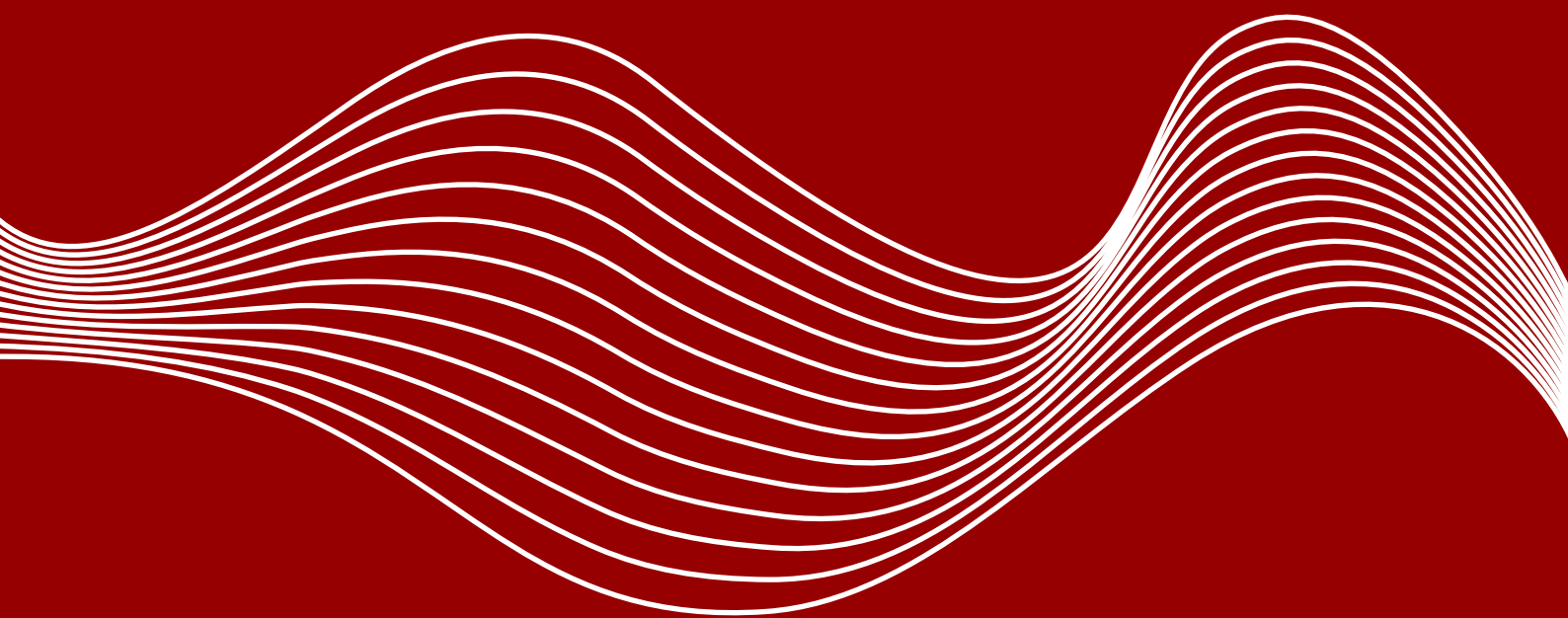
pour la production de contenus culturels, comme la série animée sur les comptines traditionnelles africaines réalisée par le studio Freehand Movement, illustre une nouvelle génération d'outils au service de la transmission plutôt que de l'extraction.<sup>32</sup>

# 07

## Signaux faibles et ruptures narratives à surveiller

*Ce qu'il faut surveiller dans les années à venir : quatre signaux faibles, encore incertains, dont la portée pourrait redéfinir l'agenda continental.*





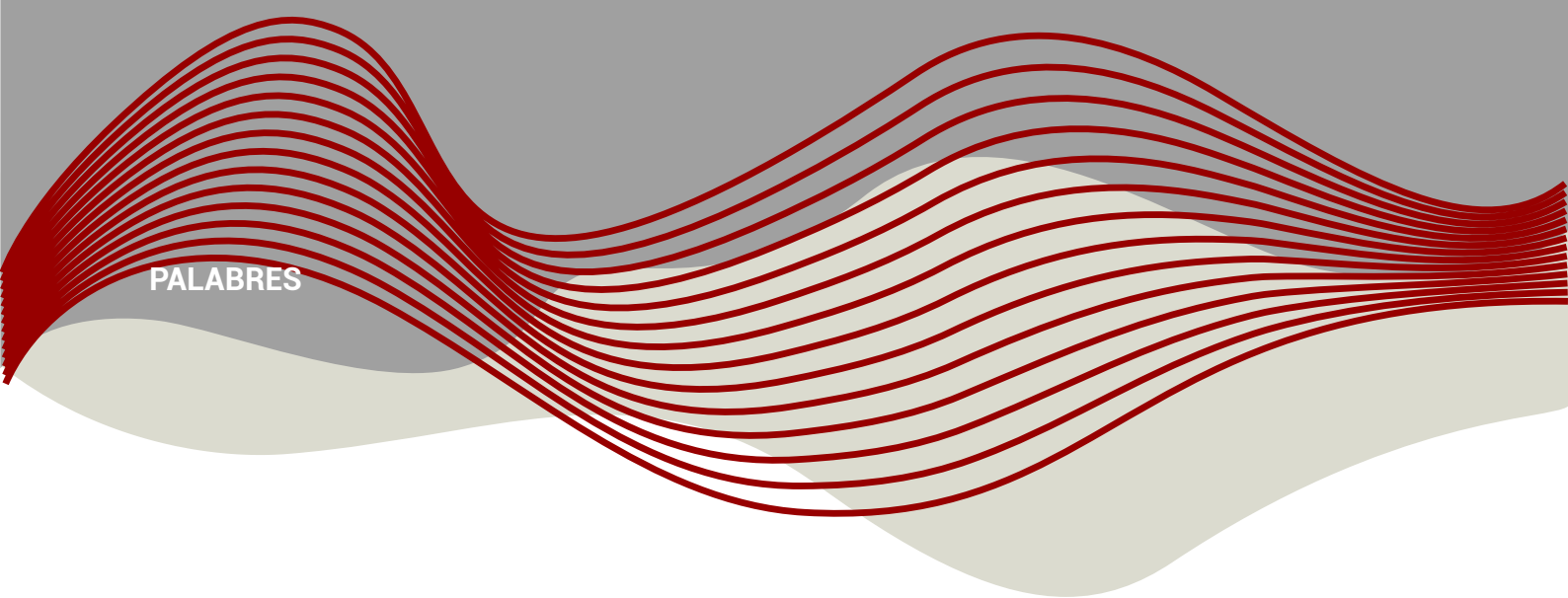
### **À RETENIR**

Quatre signaux méritent une veille rapprochée en 2026 : la militarisation de l'information par IA générative, la question de la souveraineté psychique face à l'évaluation algorithmique, la jonction naissante entre dette et climat, et la structuration commerciale de la viralité culturelle africaine. Ce sont des signaux, non des tendances confirmées ; leur portée reste à valider dans la prochaine édition de ce rapport.

L'analyse transversale des informations publiées en 2025 permet d'isoler plusieurs points de bascule stratégiques, dont la portée dépasse largement leurs théâtres d'origine.

Le premier est le passage du développement à la souveraineté. Le narratif de la « réduction de la pauvreté » est supplanté par celui de la « gestion souveraine des ressources » : les États africains exigent désormais d'être perçus non comme des bénéficiaires d'aide, mais comme des propriétaires de capital stratégique.<sup>3</sup> Le deuxième est la fin du monopole normatif de la CEDEAO : le départ de l'AES démontre que le modèle démocratique libéral n'est plus, aux yeux d'une partie des populations sahéniennes, la seule option légitime, et un modèle de « souverainisme sécuritaire » émerge, qui défie les structures héritées de la décolonisation.<sup>9</sup> Le troisième est la bifurcation de l'intelligence artificielle entre outil d'émancipation et outil de contrôle : la fracture n'est plus seulement numérique, elle est désormais éthique, et le continent se divise entre des nations pionnières d'une intelligence artificielle démocratique et transparente (Afrique du Sud, Ghana, Namibie) et d'autres qui l'intègrent dans leur arsenal d'autoritarisme numérique (Cameroun, Égypte, Rwanda).<sup>28</sup>

Quatre signaux plus discrets méritent une vigilance particulière de la part des dirigeants et des communicants. La militarisation de l'information progresse, avec l'utilisation de vidéos générées par intelligence artificielle pour simuler des soutiens à des coups d'État, comme observé au Bénin, ce qui ouvre une nouvelle phase de la désinformation manipulatoire.<sup>37</sup> La question de la souveraineté psychique émerge également : des penseurs comme le psychanalyste français Roland Gori alertent sur une « tyrannie de l'évaluation » qui menace la créativité et la singularité humaine face à la normalisation algorithmique.<sup>25</sup> Le financement climatique commence à se lier à la question de la dette, avec l'apparition des premiers échanges dette contre climat, signe d'une volonté naissante d'articuler crise écologique et réforme financière.<sup>29</sup> Enfin, un écosystème commercial se structure



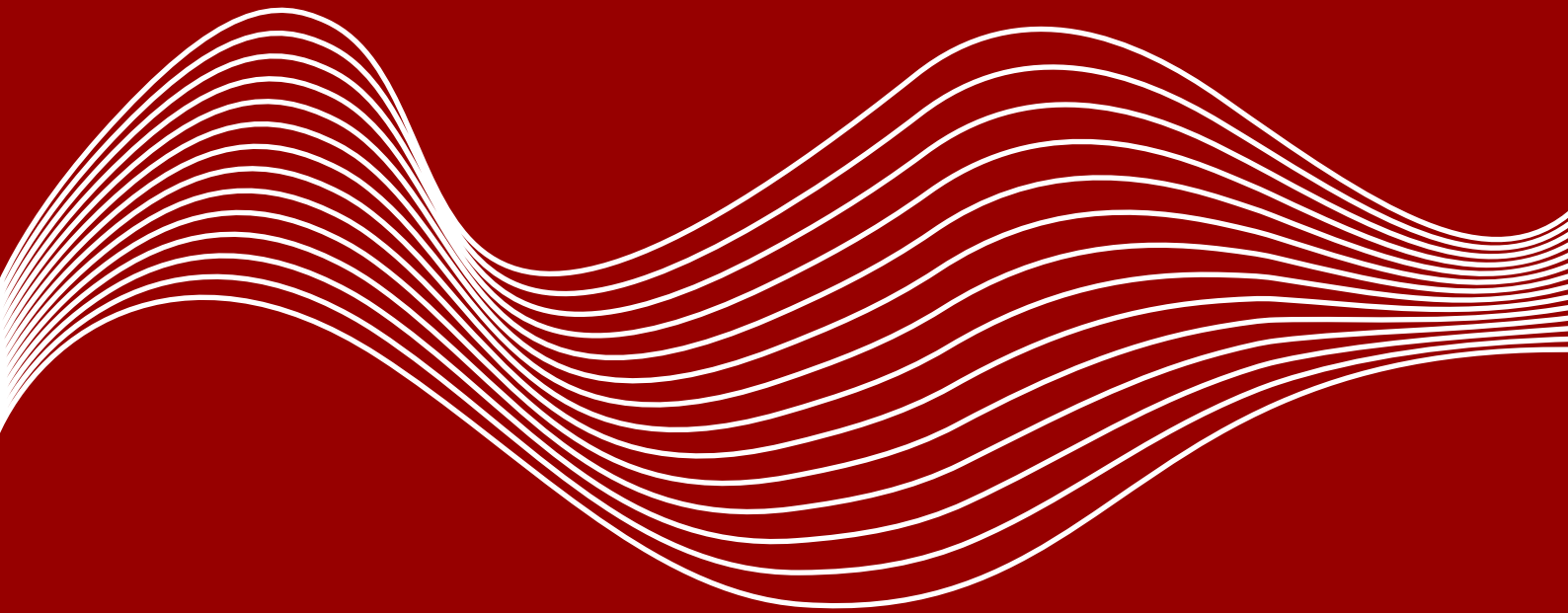
## PALABRES

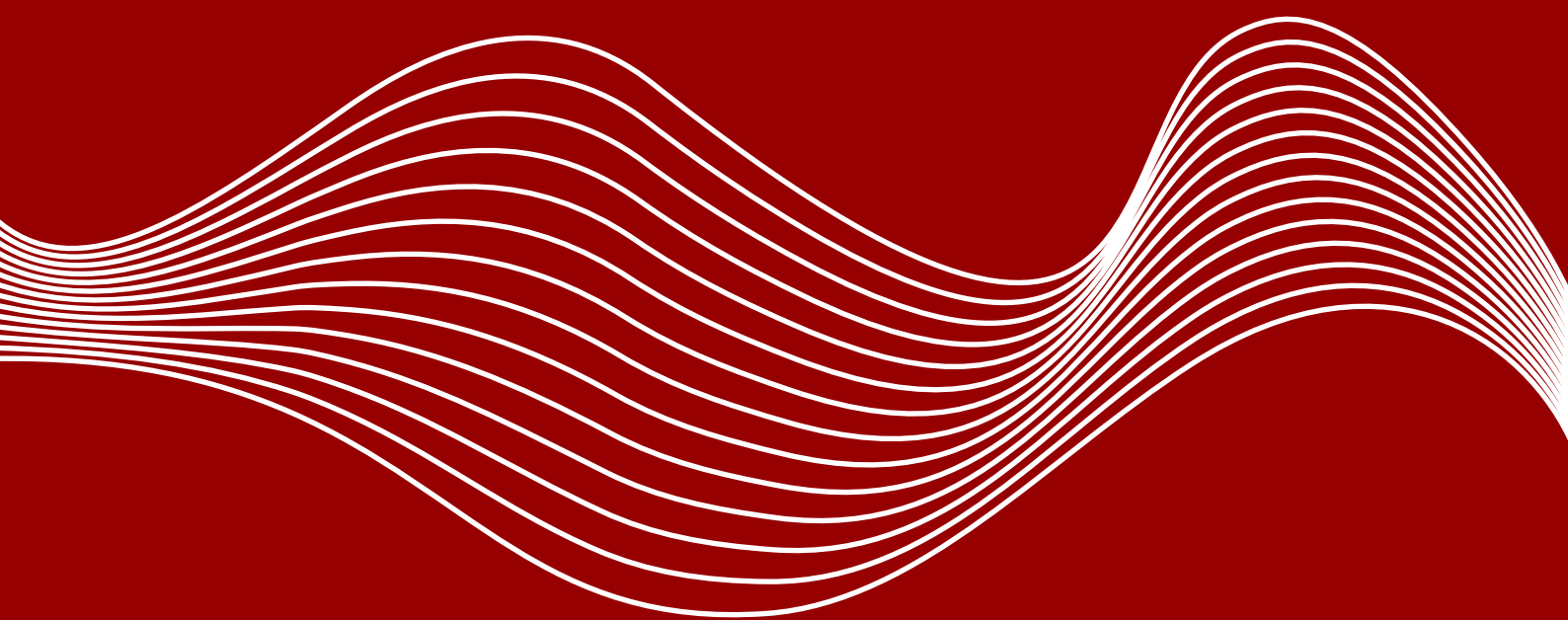
autour de la viralité culturelle africaine, transformant les mèmes en actifs de merchandising et en leviers de partenariats de marque – une monétisation qui appelle une doctrine de propriété intellectuelle et de valorisation adaptée au continent.<sup>39</sup>

# 08

## **Lecture stratégique transversale : communication, leadership et souveraineté**

*Ce que montre la lecture transversale : cinq axes d'analyse, un seul fil directeur, à savoir la souveraineté se démontre autant qu'elle se déclare.*





### **À RETENIR**

Les cinq axes de lecture (économie politique, communication stratégique, leadership collaboratif, souveraineté, technologie) ne sont pas des catégories indépendantes : ils s'activent simultanément dans chacun des sept dossiers examinés. Une institution qui néglige l'un des cinq axes dans sa décision expose les quatre autres à un risque de récit non maîtrisé.

Les sept théâtres examinés dans ce rapport, en dépit de leur diversité géographique et thématique, convergent, selon la grille de lecture retenue dans ce rapport, vers un même constat : en 2025, la souveraineté africaine se construit autant dans les salles de négociation que dans la maîtrise du récit. Cette lecture stratégique transversale applique aux sept mutations observées une même grille d'analyse en cinq axes, propre à la pratique du conseil en communication stratégique.

Sur le plan de l'économie politique, chaque théâtre révèle qui contrôle effectivement les ressources en jeu : territoire et sécurité au Sahel, eau et accès maritime dans la Corne de l'Afrique, données et infrastructures numériques dans la bataille pour la souveraineté technologique, minerais stratégiques en RDC, capital et notation de crédit au G20, patrimoine et propriété intellectuelle dans le champ culturel. Dans chaque cas, la reconquête du contrôle matériel s'accompagne d'une reconquête simultanée du vocabulaire qui le désigne.

Sur le plan de la communication stratégique, l'année 2025 démontre qu'aucune rupture géopolitique n'opère sans son propre récit calibré pour des publics distincts : la « guerre des cautions » malienne parle simultanément à l'opinion sahélienne et à la chancellerie américaine ; la Déclaration d'Ankara parle à la fois à Addis-Abeba, à Mogadiscio et à la communauté internationale ; le repositionnement de la dette « comme instrument » parle aux marchés financiers autant qu'aux opinions publiques africaines. La leçon pour tout dirigeant est constante : un message mal calibré pour l'un de ses publics fragilise sa portée auprès de tous les autres.

Sur le plan du leadership collaboratif, le continent expérimente en parallèle plusieurs modes de décision : la rupture unilatérale assumée par l'AES, la médiation par un tiers de confiance en Corne de l'Afrique, la gouvernance consensuelle proposée par la tradicratie congolaise, la négociation

collective portée par l'Union Africaine au G20. Aucun mode ne s'impose universellement ; leur coexistence dessine un continent qui expérimente sa propre diversité de gouvernance plutôt que d'en importer un modèle unique.

Sur le plan de la souveraineté, chaque dossier interroge la même question sous un angle différent : la souveraineté est-elle favorisée, affirmée ou compromise par la décision examinée. Le fil directeur de 2025 est que la souveraineté ne se décrète plus seulement en droit international : elle se démontre par la capacité à produire, à raconter et à défendre son propre récit, de la salle de rédaction jusqu'à la table de négociation financière.

Sur le plan technologique enfin, la donnée et l'intelligence artificielle traversent tous les dossiers, du contrôle de l'information au Sahel à la reconnaissance faciale dans la Corne de l'Afrique, du colonialisme des données à la production de contenus culturels par intelligence artificielle. Aucune stratégie de communication institutionnelle africaine ne peut plus s'écrire sans intégrer une doctrine explicite de souveraineté technologique.

**Tableau de synthèse – la grille des cinq axes appliquée aux sept théâtres**

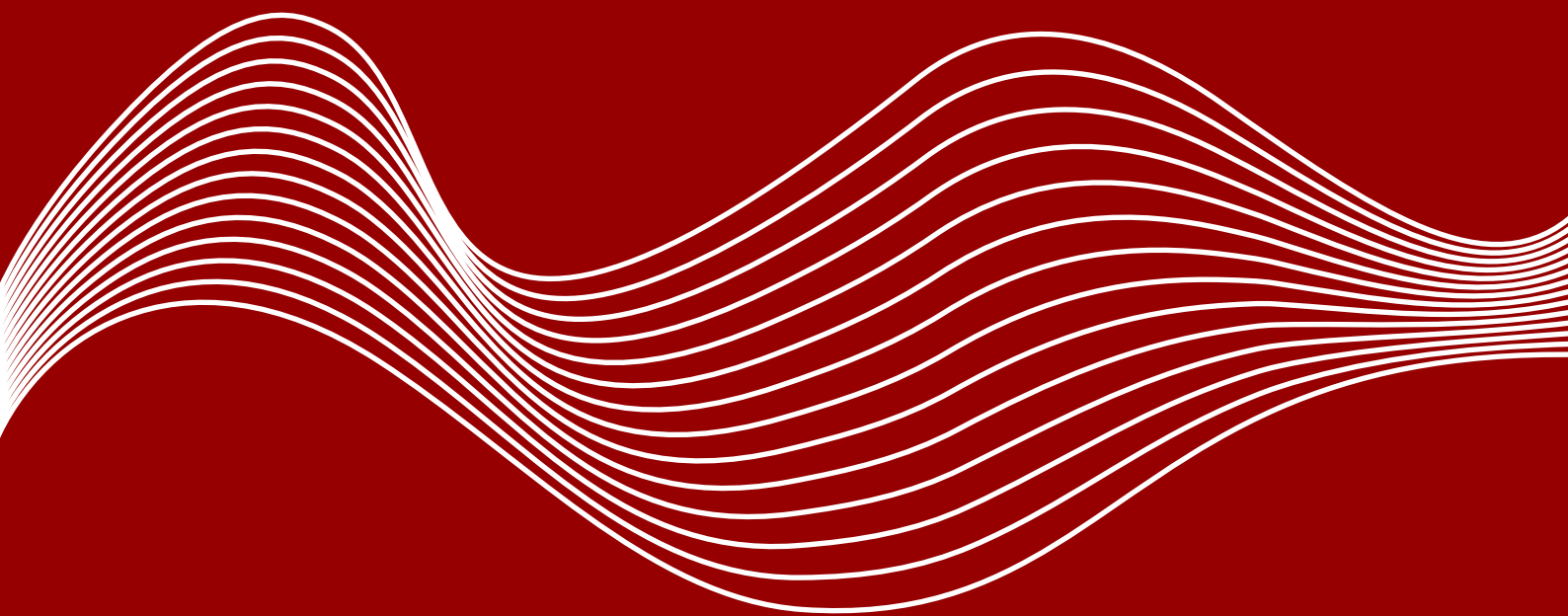
| Axe                       | Question stratégique                              | Illustration marquante (2025)                                   |
|---------------------------|---------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------|
| Économie politique        | Qui contrôle les ressources en jeu ?              | Territoire et sécurité (Sahel) ; données (IA) ; minerais (RDC)  |
| Communication stratégique | Quel récit est calibré, pour quels publics ?      | « Guerre des cautions » malienne ; dette « instrument » (G20)   |
| Leadership collaboratif   | Qui décide, selon quel mode ?                     | Rupture unilatérale (AES) / médiation tierce (Ankara)           |
| Souveraineté              | La souveraineté est-elle affirmée ou compromise ? | Tradication congolaise ; Agence africaine de notation de crédit |
| Dimension technologique   | Quelle place pour la donnée et l'IA ?             | Colonialisme des données ; reconnaissance faciale répressive    |

C'est précisément à l'intersection de ces cinq axes que se situe la valeur ajoutée d'un accompagnement en communication stratégique et en leadership pour les institutions africaines : transformer une matière géopolitique dense en récit cohérent, calibré pour ses publics, aligné sur une doctrine de souveraineté, et porté par un leadership capable d'en assumer la durée.

# 09

## **Recommandations pour les dirigeants et les communicants africains**

*Ce que montre la lecture transversale : cinq axes d'analyse, un seul fil directeur, à savoir la souveraineté se démontre autant qu'elle se déclare.*



Ce que ce rapport  
recommande :  
huit leviers opérationnels  
pour transformer  
la ferveur narrative de 2025  
en institutions durables.

Huit recommandations opérationnelles se dégagent de cette analyse, à l'intention des institutions, des gouvernements, des entreprises et des organisations de la société civile qui souhaitent transformer les mutations de 2025 en avantage stratégique durable. Elles s'organisent en trois temps : poser une doctrine, produire des capacités, et institutionnaliser la mesure de la performance. La première recommandation consiste à doter chaque négociation stratégique (financière, sécuritaire, technologique, patrimoniale) d'une doctrine de communication écrite au même titre que d'une doctrine juridique. Cette doctrine doit être produite en amont de la négociation et non après coup pour en gérer les retombées : elle identifie les publics multiples à convaincre, hiérarchise les messages selon ces publics, et fixe la ligne rouge du vocabulaire à ne jamais concéder. L'épisode de la « guerre des cautions » malienne et celui du repositionnement de la dette « comme instrument » démontrent qu'une doctrine de ce type, préparée avant la crise, transforme un rapport de force subi en séquence maîtrisée.

La deuxième consiste à créer, au sein de chaque institution exposée à un narratif hostile ou simplificateur, une fonction permanente de veille et de contre-récit, dotée de moyens éditoriaux réels (chercheurs, rédacteurs, capacité de diffusion internationale) plutôt que d'une simple cellule de réaction aux crises. Le silence médiatique documenté dans ce rapport, qu'il s'agisse du coût humain du cobalt congolais ou des mécanismes de fuite de capitaux, n'est jamais neutre : il se comble par défaut avec le récit du plus mobilisé. Produire le contre-récit avant la crise coûte moins cher, en argent et en crédibilité, que de le produire en réaction.

La troisième consiste à former une nouvelle génération de porte-parole institutionnels et de négociateurs capables de tenir un discours de souveraineté qui soit à la fois ferme dans le fond et

diplomatique dans la forme. Une condition du succès observé à Ankara comme à Johannesburg, et une condition de l'échec, à l'inverse, de toute médiation qui n'a pas su offrir aux parties une sortie honorable. Cette formation ne peut rester généraliste : elle doit inclure des mises en situation sur les scénarios les plus probables de l'année à venir (contestation de souveraineté territoriale, négociation de dette, crise autour de l'intelligence artificielle) construites à partir des cas réels traités dans ce rapport. La quatrième consiste à intégrer, dans toute stratégie numérique institutionnelle, un volet explicite de souveraineté des données et de gouvernance de l'intelligence artificielle, plutôt que de traiter ces enjeux comme des sujets purement techniques réservés aux directions informatiques. Une institution qui ne sait pas où sont hébergées ses données, ni selon quels critères ses contenus sont modérés ou amplifiés par les plateformes qu'elle utilise, ne maîtrise pas sa communication : elle la sous-traite.

La cinquième consiste à documenter et professionnaliser la production de contre-récits historiques et mémoriels, à l'image du travail de relecture mené sur l'histoire contemporaine du Congo. Ce travail ne doit pas rester un exercice intellectuel confiné aux cercles militants : il gagne à être transformé en outils de formation, en modules pédagogiques, en matériels de plaidoyer calibrés pour des audiences internationales exigeantes, avec le même niveau d'exigence factuelle que les publications qui, aujourd'hui, continuent de raconter l'Afrique depuis l'extérieur.

La sixième consiste à traiter la restitution du patrimoine, la protection de la propriété intellectuelle sur les contenus culturels viraux et la valorisation des industries créatives comme des leviers de souveraineté économique à part entière, et non comme des sujets annexes relevant de la seule diplomatie culturelle. Le précédent des bronzes du Bénin montre qu'une restitution bien racontée produit un capital de légitimité qui dépasse largement la valeur patrimoniale de l'objet restitué.

La septième consiste à instaurer, au sein de chaque institution, une pratique régulière de revue stratégique transversale, qui applique systématiquement la grille en cinq axes développée dans ce rapport (à savoir : économie politique, communication stratégique, leadership collaboratif, souveraineté, dimension technologique) à chaque dossier sensible avant qu'il ne devienne une crise. Cette discipline d'anticipation, plus que la réactivité, distingue les institutions qui façonnent leur récit de celles qui le subissent.

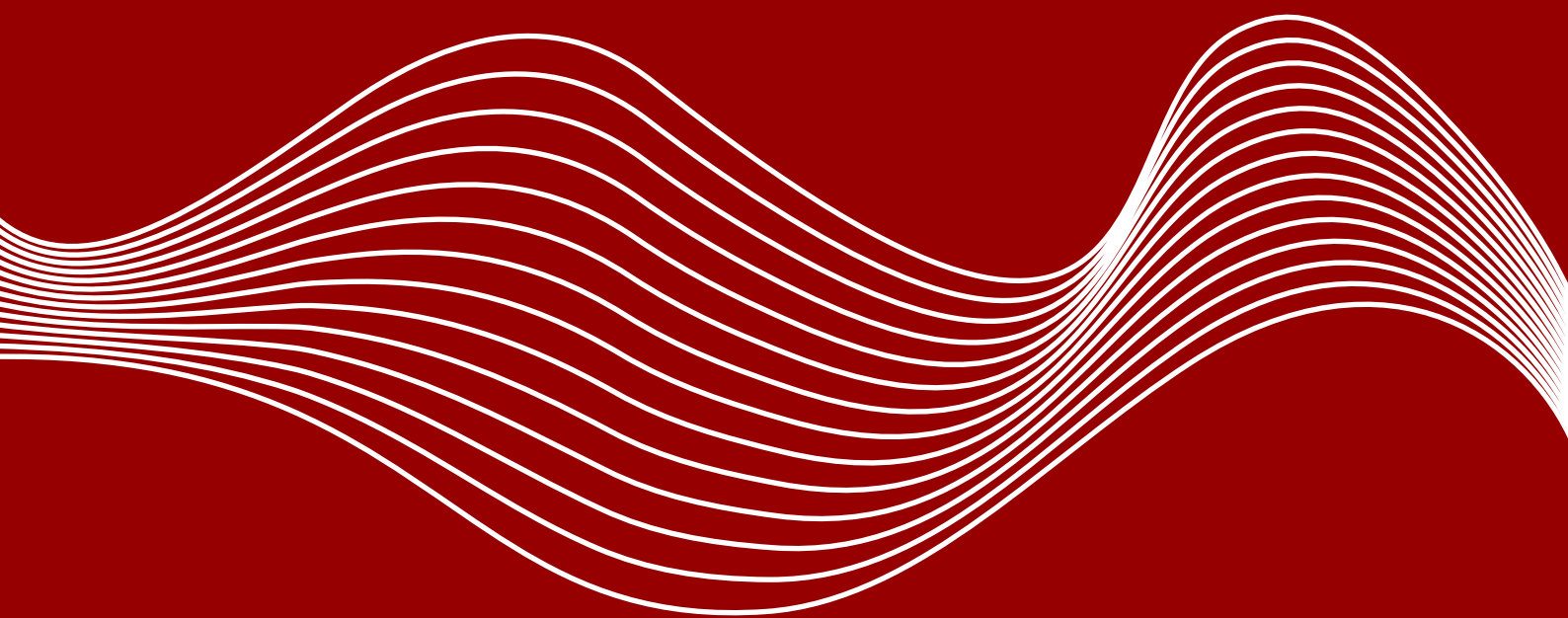
La huitième consiste à mesurer la performance de toute communication institutionnelle non plus seulement à sa portée médiatique, mais à sa capacité à consolider durablement la position de négociation de l'institution qui l'a portée. Un indicateur simple permet ce déplacement : à l'issue de chaque séquence de communication, l'institution a-t-elle gagné en capacité à définir elle-même les termes du débat qui la concerne, ou a-t-elle dû, une fois de plus, répondre aux termes fixés par d'autres ? C'est cette question, plus que tout indicateur de visibilité, qui doit guider le leadership africain de la communication dans la décennie qui s'ouvre.

**Tableau de synthèse – huit leviers opérationnels**

| # | Recommandation (synthèse)                                                     | Horizon     |
|---|-------------------------------------------------------------------------------|-------------|
| 1 | Doctrine de communication écrite pour chaque négociation stratégique          | Immédiat    |
| 2 | Fonction permanente de veille et de contre-récit                              | Immédiat    |
| 3 | Formation de porte-parole et négociateurs de souveraineté                     | Moyen terme |
| 4 | Volet souveraineté des données dans toute stratégie numérique                 | Immédiat    |
| 5 | Professionnalisation des contre-récits historiques et mémoriels               | Moyen terme |
| 6 | Restitution, propriété intellectuelle et valorisation culturelle              | Moyen terme |
| 7 | Revue stratégique transversale en cinq axes                                   | Continu     |
| 8 | Indicateur de performance fondé sur la capacité à définir les termes du débat | Continu     |



**Une renaissance  
en mouvement**

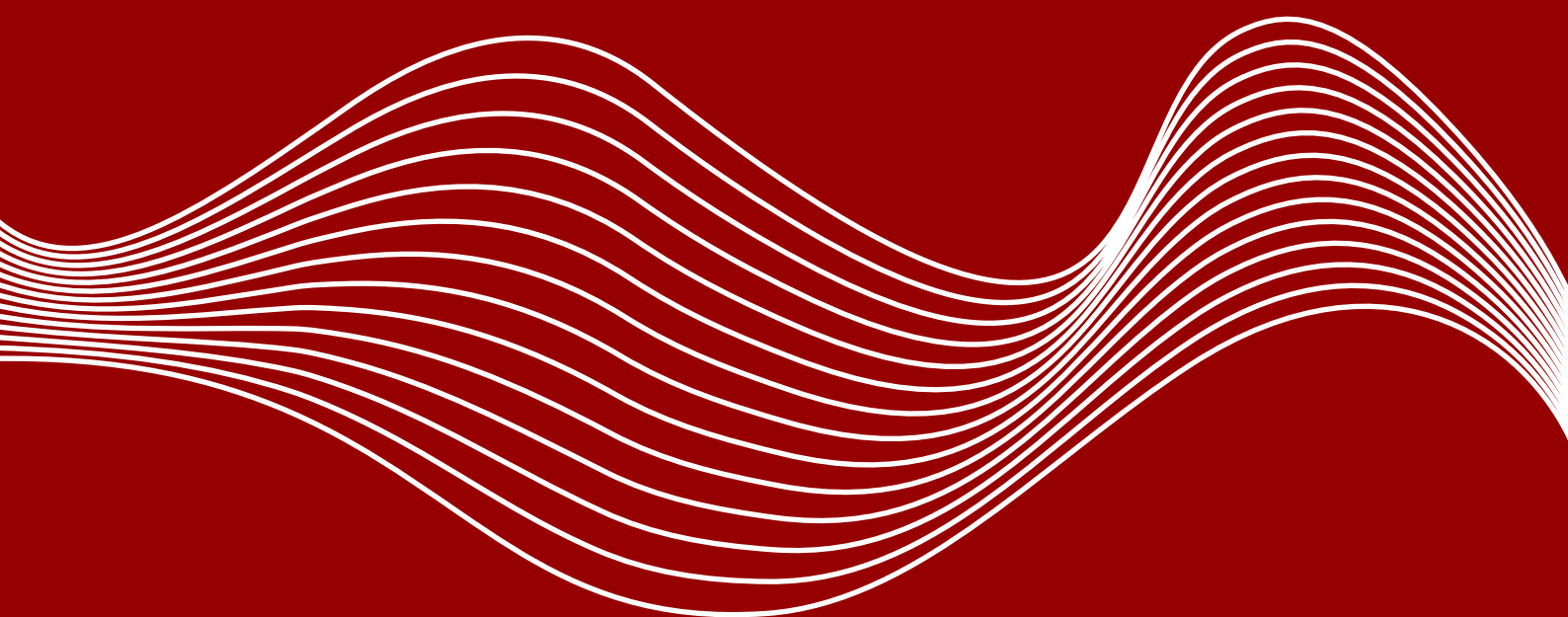


**CONCLUSION**

L'année 2025 restera celle où l'Afrique a commencé à transformer ses vulnérabilités en leviers de négociation. Le continent fait preuve d'une résilience multidimensionnelle face aux chocs géopolitiques et économiques mondiaux, et sa trajectoire se définit désormais par trois vecteurs fondamentaux : la recherche d'une sécurité autonome, la quête d'une justice financière et l'affirmation d'une souveraineté technologique.

Sur le plan géopolitique, l'Afrique ne peut plus être considéré comme un bloc monolithique mais s'impose davantage comme un espace de compétition entre modèles de gouvernance : l'AES incarne une alternative souverainiste qui défie l'ordre régional, tandis que la Corne de l'Afrique expérimente de nouveaux modèles de médiation portés par des puissances moyennes comme la Turquie. Sur le plan économique, le passage de l'aide à l'investissement domestique constitue le plus grand défi de la décennie : si l'Afrique parvient à mobiliser ses propres ressources et à freiner les fuites de capitaux, elle pourra financer son propre développement sans dépendre des bailleurs de fonds extérieurs.

Enfin, la bataille pour la souveraineté numérique déterminera la place de l'Afrique dans le siècle de l'intelligence artificielle. En investissant dans des infrastructures locales et en protégeant les données de ses citoyens, le continent peut éviter une nouvelle forme de colonisation et devenir un co-auteur du futur numérique mondial. La renaissance africaine de 2025 est un projet en mouvement, porté par une jeunesse exigeante et une élite intellectuelle qui redéfinit les cadres de la pensée souveraine. L'enjeu, pour les décideurs africains, est désormais de transformer cette ferveur idéologique en institutions robustes, en doctrines de communication assumées et en résultats tangibles pour les populations les plus vulnérables. C'est dans cette transformation que se joue, au fond, la véritable mesure du leadership africain de la décennie qui s'ouvre.



**ANNEXES**

## SYNTHÈSE EXÉCUTIVE - TABLEAU DE BORD 2026

*Une lecture en un coup d'œil, théâtre par théâtre, pour l'arbitrage et la décision.*

| Théâtre                | Constat clé                                                            | Action prioritaire                                                                         |
|------------------------|------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------|
| Sahel                  | Rupture CEDEAO-AES actée ; récit souverainiste consolidé.              | Documenter la doctrine de communication de toute rupture avant son annonce.                |
| Corne de l'Afrique     | Médiation turque réussie ; conflit soudanais sans issue narrative.     | Doter toute médiation d'un récit de sortie honorable pour chaque partie.                   |
| Souveraineté numérique | 4 % des données d'entraînement IA pour 18 % de la population mondiale. | Inscrire la souveraineté des données dans la stratégie institutionnelle, non la seule DSI. |
| RDC                    | Récit de refondation mature ; contre-récit international sous-doté.    | Professionnaliser et internationaliser le contre-récit congolais.                          |
| Réforme financière     | Requalification de la dette « crise » en « instrument » actée au G20.  | Étendre ce changement de vocabulaire aux négociations bilatérales.                         |
| Culture & médias       | Accélération des restitutions et de l'authenticité numérique.          | Structurer une doctrine de propriété intellectuelle sur les contenus culturels viraux.     |
| Signaux faibles        | Quatre signaux à confirmer en 2026.                                    | Mettre en place une veille dédiée, révisée à l'édition 2027 de ce rapport.                 |

## ANNEXES - DONNÉES STATISTIQUES

Les tableaux suivants rassemblent les données chiffrées mobilisées à l'appui de l'analyse. Ils sont présentés ici séparément du corps du rapport afin d'en préserver la fluidité de lecture.

### Annexe A - Données de fragmentation régionale (2025)

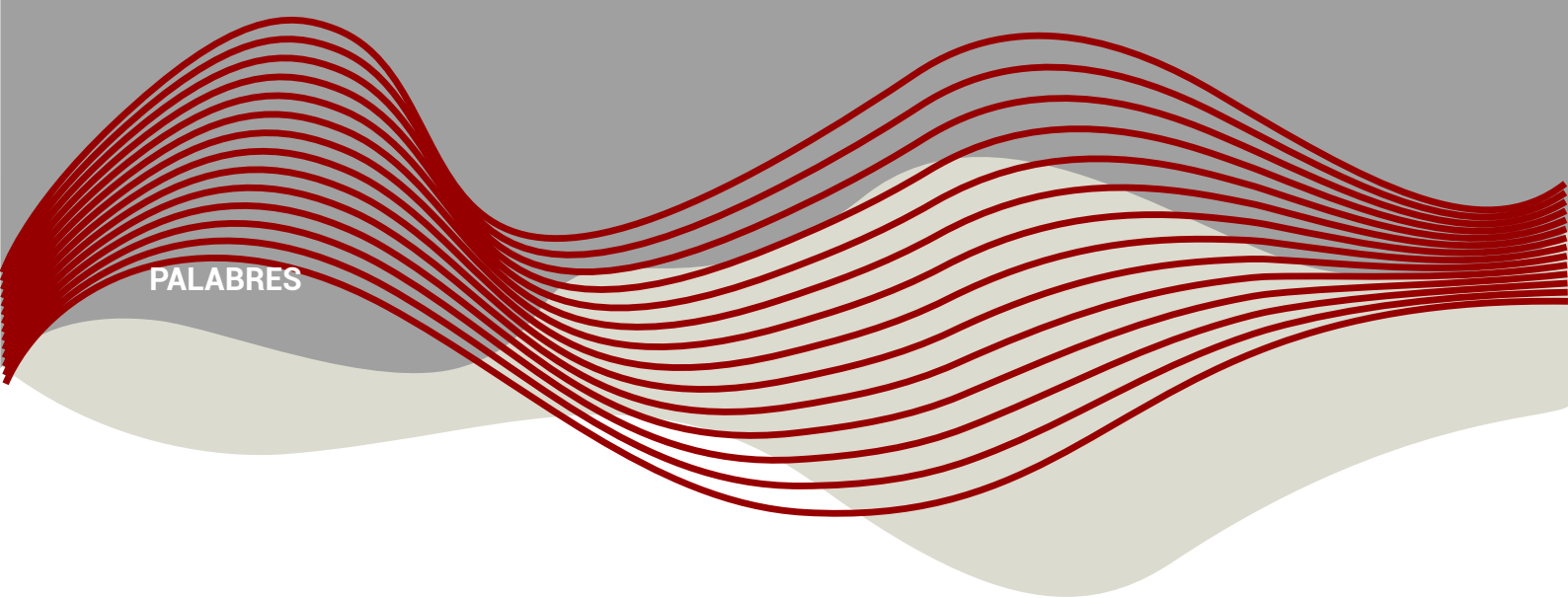
| Indicateur                                              | CEDEAO (après retrait)          | Confédération de l'AES                         |
|---------------------------------------------------------|---------------------------------|------------------------------------------------|
| Superficie approximative (millions de km <sup>2</sup> ) | 2,4                             | 2,7                                            |
| Population (millions d'habitants)                       | 350                             | 70                                             |
| Part du PIB régional (%)                                | 93 %                            | 7 %                                            |
| Orientation diplomatique                                | Multilatéralisme pro-occidental | Souverainisme, partenariat Nord-Sud diversifié |

### Annexe B - Dimensions de la souveraineté numérique (2025)

| Dimension        | Enjeux majeurs pour l'Afrique                                    | Actions en cours                                                               |
|------------------|------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------|
| Infrastructurale | Contrôle des câbles sous-marins et des centres de données.       | Projet marocain de corridor IA vert de 500 MW.                                 |
| Des données      | Régulation des flux de données et stockage local.                | Exigence de l'UA pour l'hébergement local des modèles d'IA.                    |
| Épistémique      | Biais des algorithmes entraînés sur des données non africaines.  | Création de jeux de données en langues locales (Swahili, Wolof).               |
| Réglementaire    | Fragmentation des lois nationales sur la protection des données. | Plaidoyer pour un « Digital Bandung » et un pacte de souveraineté des données. |

### Annexe C - Dates clés de l'histoire contemporaine du Congo

| Événement historique | Décryptage selon le cadre de la refondation                                                                                                 |
|----------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 30 juin 1960         | Indépendance formelle mais incomplète, immédiatement sapée par les intérêts néocoloniaux.                                                   |
| 17 janvier 1961      | Assassinat de Lumumba : décapitation délibérée du leadership nationaliste et amorce de la « fabrique de l'État raté ».                      |
| 1996 – 2003          | Guerres de prédation : manifestation brutale de l'agenda de balkanisation et de pillage des ressources.                                     |
| 2018 – 2019          | Transition présidentielle : analysée pour déterminer si elle représente une rupture réelle ou une continuité des structures d'exploitation. |
| 2025 (actuel)        | Insécurité persistante dans l'Est : rappel de l'urgence d'une refondation fondée sur l'autodétermination.                                   |



PALABRES

#### Annexe D - Statistiques de la dette africaine (2025)

| Indicateur                                      | Donnée              |
|-------------------------------------------------|---------------------|
| Stock total de la dette                         | 1 800 milliards USD |
| Service annuel de la dette                      | 90 milliards USD    |
| Ratio service de la dette / revenus (moyenne)   | 27,5 %              |
| Potentiel de mobilisation domestique inexploité | 1,43 billion USD    |

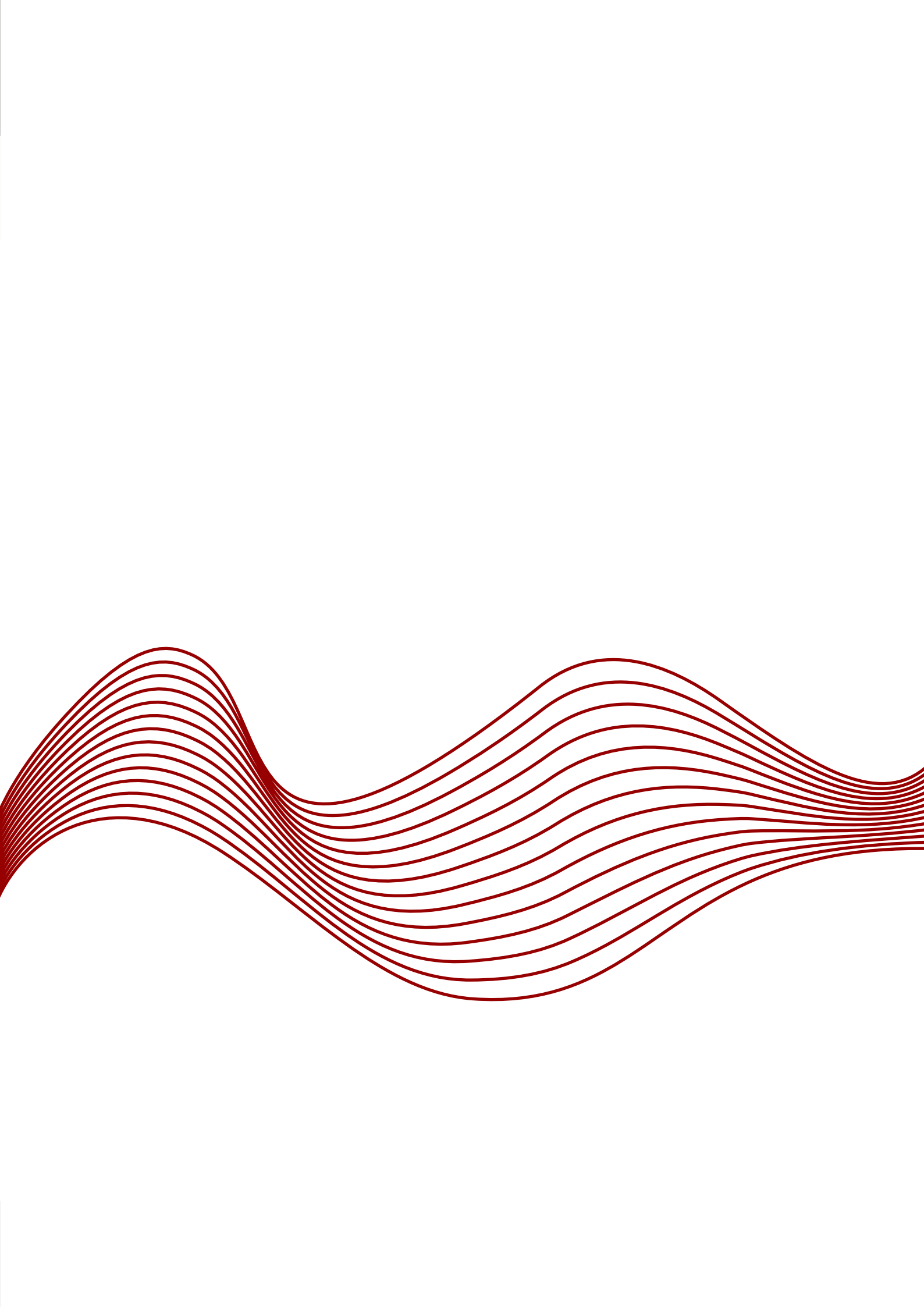
## SOURCES

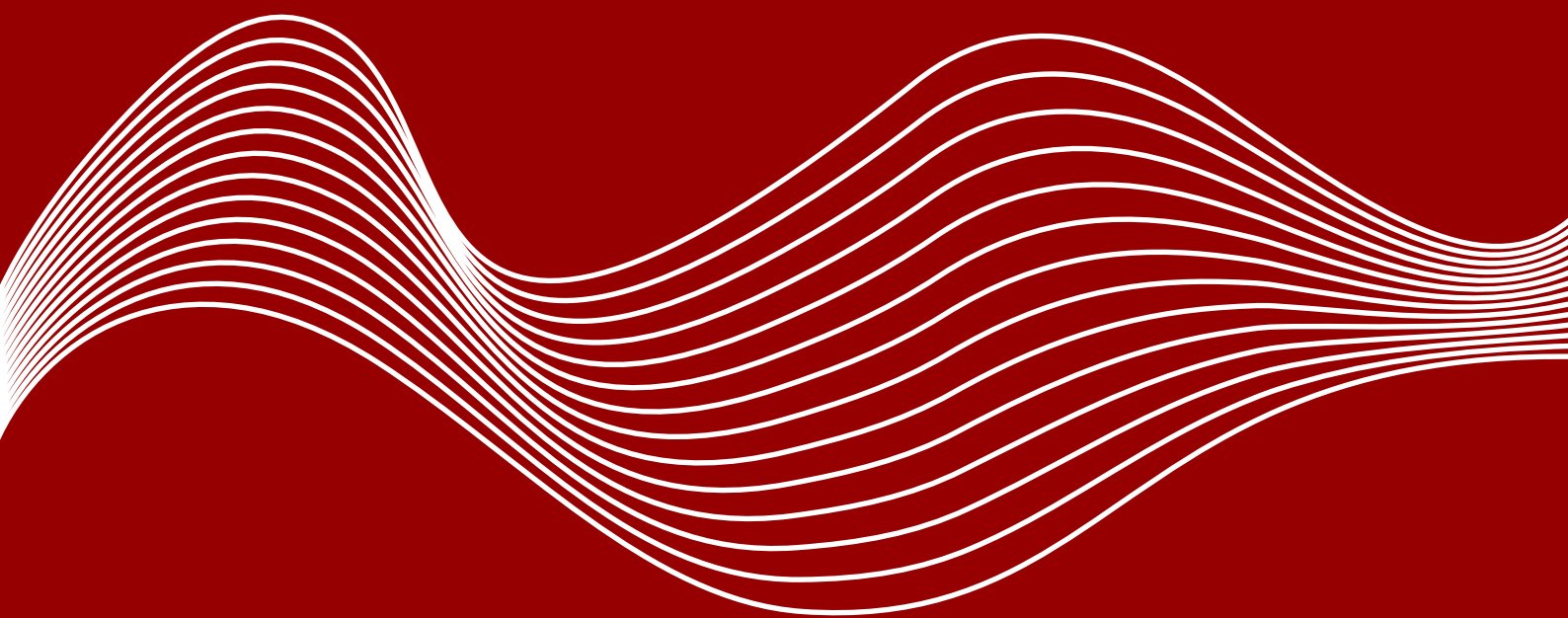
---

*Ce rapport s'appuie sur un corpus de trente-neuf sources primaires et secondaires consultées en décembre 2025, croisant institutions multilatérales, presse spécialisée et think tanks du Nord et du Sud.*

1. Foresight Africa 2025-2030 – Brookings Institution.
2. Foresight Africa – Rapport complet – Brookings Institution.
3. African Economic Outlook 2025 – Banque africaine de développement.
4. Digital Sovereignty and Data – Policy Center for the New South.
5. South Africa's G20 Presidency in 2025 – Africa Renewal, ONU.
6. What the G20 declaration means for the host continent – African Business.
7. La CEDEAO acte le retrait des pays de l'AES à compter du 29 janvier 2025 – Africa24 TV.
8. Quels sont les grands événements attendus en Afrique en 2025 ? – TV5MONDE.
9. Quels sont les grands événements attendus en Afrique en 2025 – LIJAF.
10. Confédération – Union Africaine : une concertation pour de meilleures perspectives de coopération – SIG Burkina Faso.
11. Migration : interdiction d'entrée sur le sol américain pour les ressortissants des pays de l'AES – Mali Actu.
12. L'ingérence étrangère en Afrique : un frein au développement et à la souveraineté – Mali Actu.
13. Malgré la rupture politique, l'AES entretient ses ancrages avec la CEDEAO – Agence Ecofin.
14. Escalations Risks in the Horn of Africa – Stiftung Wissenschaft und Politik.
15. Ankara Declaration – Wikipedia.
16. Somalia and Ethiopia leaders discuss ties on anniversary of Ankara Declaration – TRT Afrika.
17. Unconventional Transactions and Alliances in the Horn of Africa – Georgetown Journal of International Affairs.

18. Ankara Declaration — Ministère des Affaires étrangères de Türkiye.
19. Rapport annuel sur la géopolitique de l'Afrique 2025 — Policy Center for the New South.
20. Fragile Alignments and Maritime Stakes: The Horn's Unsettled Equilibrium Post-Ankara Declaration — Horn Review.
21. The Horn of Africa — Arab Center Washington DC.
22. The Horn of Africa Needs an End to the Gulf's Proxy Wars. Cooperation Is Key. — The Century Foundation.
23. Huit priorités pour l'Union africaine en 2025 — International Crisis Group.
24. Une intelligence artificielle pour, et par l'Afrique — ONU Info.
25. Cadre idéologique pour la paix, la démocratie, le panafricanisme et le leadership africain — Jean-Pierre Mbelu.
26. Data Sovereignty: Africa's Strategic Imperative in the Age of Algorithmic Power — Interface.
27. 2025 State of Internet Freedom in Africa report — CADE.
28. State of Internet Freedom in Africa Report — CIPESA.
29. SA's G20 Presidency Focused on Ushering a New Era for African Debt Sustainability — DIRCO / IOL.
30. African Economic Outlook 2025 — Banque africaine de développement.
31. African Economic Outlook 2025 — Rapport intégral.
32. Pour l'investissement dans les industries culturelles et créatives en Afrique — Agence Française de Développement.
33. Restitution d'œuvres d'art : 119 bronzes du royaume du Bénin retournent au Nigeria — Hommes d'Afrique.
34. Le Met rouvrira ses galeries des arts d'Afrique le 31 mai — Metropolitan Museum of Art.
35. Les tendances de la communication digitale en Afrique de l'Ouest en 2025 — Kevin Ahiavee.
36. Audiovisuel : les médias africains face aux défis actuels — Débrief de l'Actu.
37. Le journal Afrique du dimanche 14 décembre 2025 — TV5MONDE.
38. Africa's G20 Johannesburg Summit 2025 — Africa Renewal, ONU.
39. 3 signaux faibles qui remixent l'entertainment en 2025 — L'ADN.





Plus d'informations: [illmatik.com](http://illmatik.com)